

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 15 SEPTEMBRE 1978 - N° 748

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## IRAN

### Malgré la répression féroce

# Grève générale dans tout le pays



Terrin, la Ciotat, la Seyne

## LES TRAVAILLEURS DE LA NAVALE DANS L'ACTION

Lire en page 6

Après les centaines d'arrestations de ces derniers jours et la loi martiale qui a fait des milliers de victimes, l'Ayatollah Khomeiny, les dirigeants religieux de plusieurs villes du pays, ainsi que le Front National ont appelé à la grève générale dans tout l'Iran pour ce jeudi 14 septembre. Une manifestation aura lieu au cimetière de Bahechte Zara à Téhéran, où ont été enterrées les victimes des massacres de vendredi dernier.

Lire en page 12

## Giscard-Schmidt

### Dialogue, ou négociation ?

Le sommet franco-allemand qui s'ouvre ce jeudi à Aix-la-Chapelle comportera, une fois de plus, un certain nombre de dossiers délicats. Preuve s'il en est que ces sommets — ce sera le 32<sup>e</sup> — ne sont pas parvenus à résoudre les contradictions qui opposent les deux impérialismes. Au chapitre des discussions pour cette fois-ci : l'Europe monétaire, l'élargissement du Marché commun et l'attitude à prendre vis-à-vis de la Grande-Bretagne, qui veut construire l'Airbus mais ne veut pas l'acheter. Sur ces trois points, les positions françaises et allemandes auront du mal à se rapprocher. Il sera aussi très certainement question des propositions giscardiennes en matière de construction de l'Europe. Derrière l'apparence de discussions amicales, c'est une négociation serrée qui se mène à Aix-la-Chapelle.

### Une tentative de réponse aux questions des contestataires

*Le PCF comme il est de Paul Laurent*

Lire notre analyse en page 5

### SPLI (Rennes) : histoire d'un vote truqué

L'UD-CGT de Rennes, a finalement, dans les locaux de l'inspection du travail, procédé mercredi, au dépouillement du vote truqué qu'elle avait organisé en vue de faire reprendre le travail à la SPLI. La section syndicale CGT et les ouvrières de la SPLI ont refusé cette mascarade de consultation. La lutte contre les licenciements continue.

Lire notre reportage en page 7

### Le Puy : importante manifestation contre la répression

C'est 1 500 travailleurs venus de différentes usines du Puy qui se sont retrouvés dans la rue, mercredi après-midi, en solidarité avec les travailleurs en lutte d'Élastelle, dont trois sont inculpés. La manifestation qui a parcouru les rues du Puy aux cris de «*A bas la répression !*» est un succès. Pour les «*Élastelles*» le soutien doit maintenant s'amplifier.

Lire en page 7

### Nicaragua : les combats font rage

Malgré la loi martiale décrétée par Somoza, les combattants du Front Sandiniste contrôlent toujours les villes de Masaya, d'Estelí et de León. La Costa Rica a saisi l'Organisation des États Américains pour protester contre les bombardements effectués par le Nicaragua sur son territoire.

Lire en page 10



# Le nouveau programme de maternelle

## L'ENFANT ÉPIÉ, ÉTIQUETÉ, FICHÉ

En cette rentrée scolaire, on parle beaucoup des modalités d'application de la deuxième année de la réforme Haby. Mais le passage de Haby au ministère de l'Éducation a eu d'autres conséquences sur lesquelles un silence presque complet est fait : il s'agit d'un texte du 1<sup>er</sup> septembre 1977, qui se veut un programme pour les écoles maternelles.

Ce texte fait de la maternelle le premier centre de tri des élèves.

Comment ? Sur quels critères ? Nous l'avons demandé à Liliane Lurçat, psychologue, maître de recherches au CNRS. Spécialiste de l'enseignement pré-élémentaire, elle a publié notamment : «*La maternelle, une école différente ?*» et «*Échec et désintérêt scolaire à l'école primaire*» (Ed. du Cerf), ainsi que «*Une école maternelle*» (Ed. Stock). Elle est aussi une des premières à avoir dénoncé les dangers du nouveau programme de l'école maternelle.

Par Claude ANCHER



### Entretien avec Liliane Lurçat, psychologue

Autrefois, le but principal de l'école était l'alphabétisation et l'hygiène. A la maternelle, les enseignants apprenaient aux enfants à se laver, les gosses pouvaient jouer, bouger. C'était prendre le contre-pied des méthodes en vigueur dans les anciennes «salles d'asile» qui étaient de vrais bagnes ; les enfants marchaient au pas, au sifflet, ils ne jouaient pas, ils apprenaient par cœur des connaissances en forme de litanies ; ils étaient fatigués, surmenés.

Dans le nouveau programme des écoles maternelles, la finalité de l'enseignement pré-élémentaire reste en apparence la même que celle énoncée par l'ancien programme, qui date de 1921 : respect de la liberté, développement de la créativité, de l'esprit critique : «*L'enfant ne peut s'épanouir dans ce domaine qu'en reconnaissant ses camarades et son instituteur comme des êtres libres, d'agir, d'imaginer, de critiquer.*»

#### UN ENFANT ÉPIÉ

Mais en même temps, l'objectif

principal est l'observation des enfants dans le but de «détecter les handicaps».

Sans aucun doute, déceler les handicaps sensoriels et moteurs, c'est très important : il est utile, par exemple, de détecter le plus tôt possible une myopie.

Mais les «handicaps psychologiques» ? Aucun instrument scientifique n'existe pour les déterminer, les préjugés peuvent jouer à fond. Tout tient dans la façon d'observer les comportements. Il suffira d'une antipathie, d'une différence culturelle pour passer à la notion de handicap : rien n'est plus facile que de prendre une différence pour une anomalie. Et par rapport à quoi le maître va-t-il juger le handicap, sinon par rapport aux normes en vigueur à l'école, les normes propres aux classes moyennes ?

Le plus fort, c'est que Binet lui-même affirmait qu'en maternelle, il n'est pas possible de détecter les «débiles». Ce que le père des tests d'intelligence ne se sentait pas capable de faire, ce sont les instituteurs qui vont s'en charger...

— C'est une transformation

profonde de la fonction enseignante...

— En effet. Le maître en maternelle n'est plus avant tout celui qui apprend des connaissances aux enfants : il devient un voyeur. C'est ainsi que le programme indique : «*Il est bon, dans un but d'observation, d'inviter chaque enfant à faire le même dessin à intervalles réguliers durant l'année scolaire. Le film ainsi constitué permet d'apprécier en partie son évolution comportementale.*»

Noter les progrès d'un enfant par ses dessins au cours de l'année est une pratique courante, mais ici il ne s'agit plus de cela. Le dessin doit être utilisé comme un témoignage de la psychologie intime de l'enfant !

#### UN ENFANT ÉTIQUETÉ

Non seulement, il y a dénaturation complète du rôle de l'enseignant mais de plus l'observation incessante des enfants débouche sur une transmission sélective des connaissances : «*Chaque instituteur dispose d'une certaine liberté pour procéder dans le cadre de l'équipe éducative à la définition d'objectifs nouveaux selon le milieu socio-culturel de chaque élève, les observations en classe, les évaluations successives.*»

Il n'est pas précisé qu'il faut respecter les particularités culturelles de chaque milieu, et se refuser à les hiérarchiser, à nier toute valeur aux particularités culturelles de la classe ouvrière et des couches populaires. On voit le risque d'un enseignement au rabais pour les enfants des milieux populaires, supposés a priori incapables de recevoir toutes les connaissances.

Une autre partie du programme confirme cette impression. Rappelant que l'école maternelle réservée autrefois aux seuls enfants des couches populaires est désormais ouverte à toutes les classes sociales, le texte ajoute : «*Cette situation entraîne souvent une grande différence de niveau entre des enfants de même âge et met l'éducateur dans l'obligation de pratiquer une pédagogie individualisée, ou très ponctuellement, pendant quelques moments de la journée, une pédagogie par groupes de niveau dont la composition pourra d'ailleurs varier.*»

Ainsi, il y aura les bons, les moins bons et les mauvais en découpage, en langage, etc. J'ai même vu de tels groupes de niveau en moyenne section, distinguant les bons, moyens et mauvais en... dessin de sapins de Noël ! Or, pour l'enfant, rien à

l'école n'est secondaire, tout est «matière scolaire». Dès le départ, il est mauvais en ceci ou en cela.

Quant au critère d'appréciation des niveaux, le texte n'en indique explicitement qu'un seul : l'origine sociale. C'est la porte ouverte à la sélection sur des critères sociaux.

#### UN ENFANT MÉDICALISÉ

— Ce programme de maternelle s'appuie surtout sur la thèse «culturaliste» des handicaps socio-culturels. D'un autre côté, à la veille de cette rentrée scolaire, la parole est surtout donnée aux «biologisants», aux «innéistes», ceux qui expliquent l'échec scolaire par l'hérédité.

— Qu'il s'agisse des «culturalistes» ou des «innéistes», l'idée de base est la même. C'est le déterminisme absolu. On peut trouver dans le jeune enfant, l'adulte qu'il sera. Alors que chacun peut vérifier sur lui-même le contraire : nous changeons constamment.

A mon avis, ce n'est pas un hasard si les courants biologisants tiennent la vedette en cette rentrée. Ce sont eux qui nient le plus ouvertement la responsabilité de l'école dans les échecs scolaires. Debray-Ritzen, par exemple, fait des arbres généalogiques de dyslexiques. Alors que la dyslexie est un trouble de l'apprentissage de la lecture, donc spécifique à la pratique scolaire. De plus, la proportion des «analphabètes scolaires», ceux qui n'ont pas une capacité de lecture et d'écriture courantes, est très importante à l'issue du primaire : ce ne sont pas des particularités individuelles.

On assiste là à une véritable tentative de médicalisation des problèmes de l'école. Tout ce qui peut avoir une origine circonstancielle — particularités culturelles, familiales, responsabilités de l'école, etc. — est transformé en causalité pathologique : pour régler les problèmes d'échecs scolaires, la seule personne compétente serait alors le médecin, le généticien.

Quant à l'observation psychologique demandée par le programme de maternelle, elle rejoint des idées exprimées il y a une dizaine d'années par des psychologues soucieux d'orienter, de sélectionner les enfants dès leur plus jeune âge. Selon eux, le principal tort de l'école serait de laisser ses chances à tout le monde trop longtemps. Ce qu'il faudrait, c'est refuser très tôt à certains qu'ils tentent leurs chances !

#### UN ENFANT FICHÉ

— Sur quoi débouche concrètement l'observation demandée aux instituteurs ?

— Sur la constitution d'un dossier. Le nouveau ministre de l'Éducation, Beullac, a supprimé le fameux dossier scolaire de Haby mais l'ancien dossier scolaire subsiste et il a même été perfectionné discrètement à l'occasion d'une circulaire d'application du programme de maternelle — toujours en vigueur —, celle du 4 octobre 1977, sur la continuité pédagogique entre la maternelle et le cycle préparatoire. Les enseignants doivent fournir des fiches de synthèse sur leurs classes, et des fiches individuelles. Ces dernières «porteront les traits marquants du profil psychologique de l'enfant» et «le degré de maturation ou de compétence auquel il semble avoir accédé selon les domaines d'activités». La fiche dépendra de la subjectivité de la personne qui la remplit. Dès la maternelle, on va donc fiché les enfants en «bons» et «mauvais». Or, on connaît l'effet Pygmalion : un enfant, jugé au départ «mauvais», finit par s'en persuader et va d'échec en échec. C'est l'inverse pour les «bons».

De plus, même des indications apparemment anodines et objectives comme : famille nombreuse vivant dans un F2, père chômeur, sont considérées comme des points négatifs. Il suffit de trois points négatifs pour qu'un enfant soit classé «à hauts risques». La fiche est un halo négatif qui poursuit l'enfant, quel que soit son avenir social et scolaire.

Par ailleurs, il est significatif que sur ces fiches, aucune colonne ne soit prévue concernant les maîtres, leurs maladies, leurs absences, voire leur incompétence... On suppose a priori que l'école fait bien son travail et que la seule variable est l'enfant. C'est tout de même énorme !

Face à cette bureaucratisation de l'appareil scolaire, cette façon d'emprisonner les enfants dans des observations pseudo-scientifiques qui sont censées fixer leur personnalité, leurs capacités dès quatre ans, je dirais qu'on en vient à souhaiter pour l'enfant le droit à l'anonymat !

Demain : Et si on testait les tests ?

Interview de Gérard Chauveau, psychologue.

#### Le nouveau programme de maternelle (morceaux choisis)

«*Il est utile de décrire d'une manière aussi objective que possible les diverses conduites dont est capable un enfant d'un niveau donné et cela dans le cadre de procédures d'apprentissage les plus diverses.*»

##### Connaissance de l'enfant et des enfants :

«*L'observation de chacun dès son arrivée, la forme que prennent ses premières manifestations d'existence, ses relations avec l'éducateur, les camarades, les objets ; ses refus, sont à noter en regard des situations vécues dans la journée.*»

«*Son humeur, sa démarche affirmée ou craintive, les objets qu'il garde jalousement dans la main ou dans la poche, sa manière personnelle d'établir des relations avec les personnes et les objets, ses jeux et ses activités spontanées ; la permanence ou la fugacité de ces comportements ne peuvent donner lieu à des conclusions qu'après plusieurs journées.*»

##### Détection des premiers handicaps :

«*A partir de ce travail étalé sur un laps de temps assez long, pourra se faire, dès l'âge de quatre ans au plus tard, la détection des premiers handicaps : troubles d'ordre sensoriel, pendant longtemps négligés, et méritant pourtant d'être soignés très tôt, déficiences d'ordre moteur, défaut de phonation et de prononciation, troubles du comportement plus délicats à stigmatiser.*»

Liliane Lurçat note à ce propos : «*Stigmatiser ; noter d'infamie, condamner définitivement et ignominieusement (dict. Robert). Il s'agit d'une difficulté de vocabulaire de la part du rédacteur. On se refuse à croire à une intention perverse...*»

Pour aider le maître à observer en permanence les enfants, «*techniques éducatives, magnétophones, appareils de photographie, circuit fermé de télévision*» sont «*de précieux outils.*»



## Le PS redéfinit son projet

# CHASSEZ LE NATUREL, IL REVIENT AU GALOP

Le PS réunit samedi son comité directeur. A l'ordre du jour, un rapport sur la radio-télévision (il sera fait état des radios libres), la rentrée économique et sociale, la campagne électorale européen-

ne et les modifications du règlement intérieur. Plus globalement, les militants du PS sont aujourd'hui engagés dans un vaste travail : répondre au questionnaire que leur a envoyé la direction.

Comment regagner dans l'opinion le terrain perdu par la défaite de la gauche ? Comment se présenter une nouvelle fois comme une alternative au pouvoir en ayant quelque chance d'être cru ? Telles sont, entre autres, les questions que se posent tous les stratèges de gauche et notamment ceux du PS. C'est qu'en effet «le programme commun est forclos» comme le reconnaissait Mitterrand, il y a quelques semaines. Cette nouvelle situation nécessite pour chacun des partenaires de travailler à étendre son influence propre, de construire un meilleur rapport de forces contre ses rivaux. Pour cela, chacun des partis cherche son «crâneau», c'est-à-dire à définir les thèmes qui lui seront spécifiques.

En cherchant à définir ce nouveau projet, le PS a choisi d'axer sa campagne sur des changements qualitatifs plutôt que quantitatifs comme le disait Rocard au soir du 19 mars. On imagine ce que cela peut vouloir dire dans la bouche d'un des pires ennemis de la fixation du SMIC à 2.400 F.

Toutefois, le courant rocardien ne semble pas être le seul maître d'œuvre des 216 questions posées aux sections socialistes. La formulation de certaines d'entre elles révèle que le CERES y a aussi mis la patte.

On voit bien d'ailleurs le bénéfice que Mitterrand peut tirer de la participation de tous les courants qui traversent son parti à la définition de son «projet». N'est-ce pas un excellent moyen de geler au moins provisoirement les divisions internes de son parti ?

La participation du CERES notamment jouera un rôle non négligeable dans la définition du produit fini qui sera proposé «aux Français». C'est déjà ce qui s'était passé en 1972 lorsque le PS avait élaboré son programme «changer la vie» dont il souhaitait à l'époque qu'il lui refasse une virginité de gauche.



6 ans après Epinay, 2 ans après Nantes, le PS remet tout en cause

Pour définir les contours de son projet, le PS a choisi de donner de lui-même l'image d'un parti non bureaucratique dans lequel tous les militants sont sollicités.

Le document proposé à la réflexion des sections socialistes se présente sous la forme d'une liste ne comportant pas moins de 216 questions.

## FAIRE SEMBLANT DE TOUT REMETTRE EN CAUSE...

A la lecture du questionnaire, on découvre une capacité inconnue de Mitterrand, à tout remettre en cause, à s'interroger sur les moindres mécanismes de cette société impérialiste.

Ainsi, la question N° 9 demande : «Cette crise est-elle porteuse de rupture avec la logique du capitalisme et de l'impérialisme mondial». De la même manière, la question 198 interroge sur la place que devrait occuper la France dans le monde : «Devons-nous maintenir notre participation à ces cadres établis (que sont l'OTAN et le traité de Bruxelles -NDLR) et si oui, à quelles conditions?».

Pourtant, une poignée de questions de ce type ne doit pas faire illusion. Celles-ci sont en effet noyées dans un paquet d'autres qui elles, montrent bien la

problématique archi-réformiste du PS.

## ...POUR GARDER L'ESSENTIEL DU FONCTIONNEMENT IMPÉRIALISTE DE LA SOCIÉTÉ

Ainsi, les militants se voient demander s'ils sont pour ou contre «le maintien des agences d'intérim» «faut-il ou non instituer un éventail maximal des revenus», intégrer les primes dans le salaire de base etc. Pire, quelquefois, il est demandé de choisir entre la peste et le choléra, de choisir par exemple entre «l'augmentation de la redevance de la télévision ou l'accroissement du temps réservé à la publicité» ou encore cette question particulièrement perfide : «Êtes-vous partisan d'aller jusqu'au bout des conséquences du principe «pollueur-payeur», même au prix de la fermeture de l'entreprise polluante?».

Là les limites de la remise en cause «radicale» du PS, apparaissent nettement. Nous sommes prévenus : même avec son nouveau «projet», le PS s'il était au pouvoir ferait aux travailleurs le chantage suivant ; préférez-vous la pollution industrielle ou l'ANPE ? Il est aussi question à plusieurs reprises du meilleur moyen de maintenir la domination de la France sur les prétendus DOM TOM.

## LA REDACTION DU QUESTIONNAIRE

Afin d'élaborer le questionnaire, cinq dirigeants du PS ont été désignés pour diriger les cinq grands thèmes que celui-ci comporte. Joxe a été désigné pour présider la commission «travail», Delors pour «la crise du capitalisme», Rocard pour «le temps libre», Jospin «la place de la France dans le monde» pour l'international, et Chépy du CERES pour «le pouvoir».

Les différentes tendances du PS ont été réparties. L'assemblée plénière regroupe quarante cinq membres «à la proportionnelle des courants qui se sont alors répartis dans les différentes commissions. L'assemblée plénière compte 23 % de femmes.

## UNE DÉMOCRATIE D'UN TYPE TRÈS SPÉCIAL

Au delà même de la logique parfaitement capitaliste et impérialiste que recouvre la plupart des questions, on est surpris par la manière dont la direction du PS entend procéder pour définir le résultat final. Ainsi, les militants noyés sous un tel flot de questions sont invités «prudemment à décider de ne pas répondre à tout... «il y a six mille sections dans le parti cela suffit à espérer qu'il y aura des réponses à toutes les questions», nous assure-t-on. Curieuse démocratie qui est la moyenne des opinions de chacun sur chaque sujet. Enfin, les militants sont informés que dès le 3 septembre a été mis en place un «SVP Militants» sous la responsabilité d'un fonctionnaire du PS même pas membre de la direction de ce parti. Mais finalement, tous ces problèmes sont de peu d'importance pour les stratèges du PS. N'avaient-ils pas déjà en 72 défini un programme de gouvernement au titre ambitieux : «Changer la vie», bien vite éclipsé par le Programme commun au contenu bien moins aguicheur. Il y a peu de chance qu'il en aille autrement avec ce nouveau projet.

François MARCHADIER

## La politique industrielle au Conseil des ministres

# Créer des patrons pour qu'ils fournissent des emplois

Peu spectaculaire (si l'on excepte l'exposé de Peyrefitte sur les biens-faits de l'alcooltest), le conseil de mercredi dernier n'en a pas moins abordé quelques problèmes de fond pour la bourgeoisie française, et notamment celui du redéploiement industrielle. Après la cascade de hausses de la semaine précédente, c'est un autre aspect du plan Barre qui a en fait été examiné, les restructurations. Le gouvernement s'est engagé à faire connaître avant le 1<sup>er</sup> janvier une série de mesures précises dans ce domaine. La base de départ est simple, si l'on en juge par le communiqué du conseil des ministres : il s'agit, «dans la compétition internationale où est engagée notre pays, d'assurer le renforcement de nos entreprises». Par conséquent, «la compétitivité internationale de nos entreprises, y compris les petites et moyennes, constitue un objectif prio-

ritaire».

Compétitivité, voilà bien le maître mot, et on sait ce qu'il veut dire dans la bouche des patrons : produire plus, plus vite, et à moindre frais. En d'autres termes encore, cadences accélérées, personnel limité au maximum, et salaires bridés.

A ces mesures générales d'austérité, le gouvernement ajoute quelques touches : d'abord l'élimination des canards boiteux, politique déjà en cours ; ensuite, une politique d'innovation, tournée notamment vers l'aide à la création de nouvelles entreprises. Barre espère ainsi faire d'une pierre deux coups, renforcer la compétitivité de certains secteurs industriels, et obtenir la création de quelques emplois nouveaux. Là encore, une vieille idée qu'on retrouve dans le manuel d'économie de Monsieur Barre : plus il y aura de patrons, et plus il y aura d'emplois à créer...

## MRG : L'ÉCLATEMENT APPROCHE

Lentement, mais à coup sûr, les radicaux de gauche s'acheminent vers la scission. Le comité directeur qui s'est tenu hier a, en effet, apporté de nouveaux éléments. Il s'agissait pour la petite coterie radicale de se prononcer sur l'initiative du bureau exécutif, qui avait considéré «qu'en acceptant la mission de Giscard, Robert Fabre s'est placé de lui-même hors du parti». Exclure ou ne pas exclure, tel est le dilemme. Mais comme il s'agit du MRG, des petits malins ont trouvé une troisième solution : considérer Fabre comme «en congé de parti». En quelque sorte, il resterait dans le MRG sans y être cependant... Il a fallu un vote pour départager les tendances. 67 membres du comité directeur se sont prononcés pour l'exclusion de Fabre, 34 pour son maintien, et 26 sa «mise en congé». Mais que pen-

ser de cette déclaration d'une participation au vote «sur les 185 membres du comité directeur, 79 seulement étaient présents. Or, il y a eu 104 votants. A vous de juger». Après cette réunion, on peut schématiser ainsi la situation des MRG : tous veulent l'unité, mais... — pour la direction (Crépeau), ceux qui soutiendraient Fabre se placeraient eux aussi hors du mouvement — pour les minoritaires (Maroselli), la direction agit sur l'injonction du PS, et prépare «une scission de fait, c'est-à-dire la disparition du parti» — pour les autres enfin, deux tendances encore : ceux qui veulent recoller les morceaux, et ceux qui apparemment s'en foutent.

Créé en 72 pour rejoindre la gauche, on voit mal comment le MRG pourra maintenant passer le cap de sa sixième année.

## QUELQUES QUESTIONS PARMIS D'AUTRES

17 : «Vous êtes travailleurs salariés : souhaiteriez-vous établir à votre compte ? Quel obstacle rencontreriez-vous ?».

31 : «Quelle mobilité géographique et professionnelle vous paraît acceptable et à quelle condition ?»

161 : «Si la France doit sauver des ressortissants menacés, peut-elle le faire militairement ? A quelles conditions ? Dans quelles limites ?».

172 : «Faut-il reconnaître l'OLP ? Faut-il le faire à la condition que l'OLP reconnaisse elle-même l'existence de l'Etat d'Israël ?».

213 : «Faut-il maintenir le service national ?». Etc., etc.

## PR : remaniement giscardien

En plus de ses difficultés de rapport avec le RPR, en plus de ses difficultés d'insertion dans l'UDF, le PR, Parti Républicain, a aussi des difficultés internes. C'est en tout cas ce qui a motivé la réunion jeudi matin du bureau politique du PR, auquel Jacques Blanc, secrétaire général, a soumis un nouvel organigramme. Le grand perdant de la bagarre est, semble-t-il, Hervé de Charette, un haut-fonctionnaire discret et habile à tirer les ficelles en coulisses. Le nouveau N° 2 du PR sera Mme Scrivener, qui a prouvé au gouvernement que sa stature ne risquait de faire ombrage à personne. Quant à Jacques Blanc, il reste le chef. Pour autant qu'il consulte Ponia, Soisson et Chinaud, qui eux-mêmes ont l'oreille de Giscard.



## PCF : un successeur pour Kanapa et un CC

Le successeur de Kanapa à la direction de la section de politique extérieure du PCF est maintenant connu. Le bureau politique a désigné Maxime Gremetz, lui-même membre du bureau politique. Par ailleurs, on connaît maintenant la date de la prochaine réunion du CC du PCF : les 27 et 28 septembre prochains. À l'ordre du jour, le chômage et l'Europe. C'est Fiterman qui présentera le rapport.

## Comptes de la fête de l'Humanité

L'heure des comptes est maintenant venue pour les organisateurs de la fête de l'Humanité. Des comptes qui bien entendu ne seront pas divulgués. On peut malgré tout apprécier l'ampleur de la fête 1978 au nombre de vignettes vendues : chaque année, les responsables fédéraux de la région parisienne se retrouvent à la fête pour faire le bilan des ventes de vignettes, chiffres arrêtés au vendredi soir. Ces chiffres sont publiés par l'Humanité, ce qui permet d'établir une comparaison avec les années précédentes. Sur les 8 départements de la grande région parisienne, le total des vignettes vendues est inférieur de 16 % aux résultats de 1977. Toutes les fédérations sont en recul, avec des variantes cependant : Hauts de Seine : - 10 % ; Seine Saint Denis : - 12 % ; Val de Marne : - 13 % ; Val d'Oise : - 15 % ; Yvelines : - 19 % ; Seine et Marne : - 21 % ; Essonne : - 26 % ; et enfin Paris : - 29 %.

Le fait que la fédération de Paris soit largement touchée par la contestation trouve là une illustration. Le nombre des vignettes vendues en 78 est par ailleurs inférieur aux quatre dernières années.

## Echiquier préfectoral

Le conseil des Ministres a approuvé mercredi un important mouvement préfectoral. Une région, (la Lorraine), et neuf départements (Sarthe, Finistère, Alpes de Haute Provence, Yvelines, Gard, Jura, Tarn et Garonne, Isère, Guadeloupe) se voient dotés d'un nouveau préfet. Tels des pions, les préfets, représentants du gouvernement, sont ainsi promenés de part et d'autre du pays, selon la situation, politique ou économique. Jusqu'à hier, trois cases étaient à remplir : celle de l'Isère, puisque Jannin est mort, et celles de la Sarthe et de la Lorraine, leurs préfets respectifs «rentrant dans le secteur privé». Quant au Finistère, c'est semble-t-il les suites de Porsall et la marée noire qui entraînent le départ du préfet Gevrey, «placé en position hors cadre». Notons que les nouveaux préfets de Lorraine et du Finistère sont des spécialistes de l'aménagement du territoire, ce qui va dans le sens des initiatives qu'entend prendre le gouvernement en matière de régionalisation. Ayant perdu Jannin, les habitants de l'Isère retrouvent un autre préfet à poigne : il administrerait auparavant la Guadeloupe.

## Elections de Nancy

# EMPOIGNADES A DROITE ET A GAUCHE

Six mois après les législatives de mars, l'élection partielle de Nancy déchaîne une campagne aussi passionnée — du moins de la part des candidats — que si des objectifs nationaux étaient en jeu. L'intérêt — relatif — de cette élection consiste dans le fait qu'elle met en jeu Servan-Schreiber qui est une des têtes de file de l'UDF. La tâche risque d'être difficile pour lui : on sait déjà qu'il ne l'avait emporté que de quatre voix en mars. La fermeture de l'aciérie de Neuves-Maisons vient mal à propos pour sa campagne. La ficelle pour s'en tirer est grosse : tenter de rejeter la responsabilité des problèmes de la Lorraine sur le gouvernement, en se réclamant de Giscard. Contradiction assez difficile à tenir.

Outre ces difficultés récentes, Servan-Schreiber se trouve confronté aux mêmes problèmes de concurrence à droite qu'en mars. Le RPR, qui en veut au «turlupin», soutient contre lui, comme en mars

la candidature de Huriet, par ailleurs membre du PR. Certes, la direction du PR déclare soutenir l'invalidité, et Huriet s'est trouvé mis en congé de parti. Mais pas exclu : la nuance est importante, et elle donne la mesure des divisions qui existent même au sein du PR sur le cas JJSS.

La politique politicienne, en tout cas, se porte bien. Un candidat gaulliste se présente comme par hasard (et se trouve aussitôt exclu du RPR). De là à conclure qu'il s'agit d'un «sous-marin» de JJSS destiné à enlever des voix au candidat du RPR, il n'y a pas loin, et bien des mauvais esprits ont franchi le pas. On se croit obligé du côté des supporters de JJSS, de démentir vertueusement. On notera le retrait du candidat des Français de bons sens de Furnon : il appelle à voter Huriet. En mars, il avait obtenu 1 000 voix ; or, l'écart entre JJSS et Huriet était de 2 000 voix...

À gauche, l'empoignade

### Pour la petite histoire...

*Servan-Schreiber a tenté de se donner une stature politique nationale en 1970, lors d'une élection partielle, où il représentait alors les centristes d'opposition. Sa campagne avait coûté à l'époque deux millions de francs (actuels s'entend). Les Nancéens se souviennent de cette campagne à l'américaine, où il était impossible de parcourir les rues de Nancy sans marcher sur des monceaux de tracts. On se souvient peut-être moins des prétentions délirantes affichées à l'époque : «J.J. S.S. sera le Kennedy des Français».*

*Pour la petite histoire, rappelons qu'à l'époque, Giscard, alors ministre des Finances, était venu soutenir l'UDR Souchal. Lors d'un meeting mémorable, Giscard n'avait pu placer un mot face à une salle hostile, où figuraient notamment les partisans de Servan-Schreiber...*

n'est pas moins forte. Pas tellement de la part du PS, dont le candidat Tondon mène une campagne tranquille, se sentant le vent en poupe. Du côté du PCF, on n'a guère digéré le résultat de mars : dans la circonscription la plus ouvrière du département, le PCF arrivait traditionnellement en tête des partis de gauche. Cette fois, en mars, son candidat Favaro, ci-devant membre du comité central, a été dis-

tancé de plus de 4 % par le PS. Le PCF ne ménage pas ses efforts pour remonter le handicap. Hermier, membre du BP, et Fiterman ont fait le déplacement cette semaine. Il semble bien peu probable que cette agitation suffise à rétablir la situation pour le PCF. D'autant que nombre de militants du PCF estimaient que leur parti aurait dû soutenir le socialiste dès le premier tour.

## Echos de la campagne

Mercredi soir, un débat public s'est tenu à Frouard, ville sidérurgique de forte implantation PCF, entre Favaro et Servan-Schreiber. Quelques centaines de personnes, pour la plupart des travailleurs de la sidérurgie.

Malgré l'hostilité de la salle, JJSS gardera toujours son calme imperturbable, parlant de consensus, de solidarité nationale et autres gadgets qui ne font plus guère recette. Pendant que son adversaire a la parole, il affecte le détachement le plus hautain, faisant les cent pas.

Le candidat PCF, de son côté, attaque vigoureusement l'abandon de l'aciérie de Neuves-Maisons. Pas tant du reste pour réclamer qu'elle embauche autant

de travailleurs qu'il était prévu, mais pour qu'on sauvegarde les installations : «Je suis prêt, tonne-t-il, à ne pas laisser toucher à un seul boulon de l'aciérie de Neuves-Maisons». Par quel moyen ? On ne sait guère. Si, tout de même, pour le candidat PCF, le seul moyen d'en sortir, c'est la lutte. Il serait temps d'en parler : dans toute la période pré-électorale, alors que les patrons de la sidérurgie commencent à appliquer leurs plans de licenciements massifs, le PCF organisait son «référendum» sur la nationalisation de la sidérurgie pour exiger du PS que celle-ci figure dans le programme commun jamais réactualisé. Il ne lui est pas difficile d'appeler maintenant à la lutte, alors que notamment dans le Nord de la région, les licenciements ont déjà été opérés avant les élections de mars, ce qui rend bien plus aléatoire la lutte des travailleurs.

## INFORMATIONS GENERALES

### A Argenteuil, des locataires tiennent tête à leurs propriétaires

# «LA PROVIDENCE» PAYERA !

«Le nouvel Argenteuil», un groupe de bâtiments de béton, un peu moins sordides que ceux dont les silhouettes s'étirent alentour. Quelques pelouses ornées de massifs fleuris, donnent à ces bâtisses un air plus accueillant qu'à ces ensembles grisâtres de HLM dont Argenteuil est constituée. Un nom ronflant et prétentieux de «résidence», n'a pas empêché les locataires de s'organiser pour exiger des réparations de la part du propriétaire, qui refuse depuis deux ans, que sont apparus

des vices de construction, dans une vingtaine d'appartements, et dont l'un des résultats est de se retrouver les pieds dans l'eau lorsque la pluie se met à tomber.

Aux pieds de cet ensemble d'immeubles, cinq bâtiments, des gosses profitaient de la clémence du temps avant la rentrée, pour s'égailler, sous la surveillance de quelques mères de famille. La plupart sont membres de l'association des locataires, qui compte 150 adhérents

pour 350 appartements, l'Association s'est créée en 76 à la suite d'une augmentation abusive des charges. Certains locataires se voyaient sommés de payer des «arriérés» de 800 à 3 000 francs. Injustifiés, ils provoquent la colère des locataires qui estiment payer déjà assez cher des appartements qui n'ont qu'un confort jugé comme minimum : 1 400 francs mensuels pour un F 4. Ce qui est à l'origine de nombreux déménagements, où dans certains appartements, les familles immi-

grées dans l'impossibilité de payer, se succèdent les unes aux autres...

Un membre du bureau de l'association nous fait l'historique de la bataille engagée. Le maître d'œuvre des bâtiments est l'entreprise Bouygue (qui est également celui du parc des Princes), bâtiments achetés par la suite par trois propriétaires différents : «La Providence» groupe d'assurances, la SCIC, société immobilière de la caisse des dépôts, la SECFA du groupe la He-

nin. Mis en location en 74, les défauts n'apparaîtront pas immédiatement, les fissures dans les murs et les cloisons n'apparaîtront que progressivement. La brutale augmentation des charges, ne fera qu'accélérer le processus d'organisation des locataires, qui face à cet affront exigent par lettre des réparations, c'était en 76. Tous les ans les experts examinent les lieux, sans suite. Les fissures s'agrandissent, les peintures s'écaillent davantage, les lins imbibés d'eau pourrissent un peu plus. Un seul des propriétaires, «La Providence» daigne répondre, mais c'est pour montrer son intransigeance.

«C'est à cause des bacs à fleurs» ou «c'est normal, c'est votre enfant, qui en respirant crée l'humidité» ! Telles sont pour lui les causes des infiltrations d'eau lorsqu'il pleut !

En février 78, les locataires ulcérés décident de bloquer le montant des charges, tout en payant normalement leur loyer. Les menaces ne tardent pas à venir, et passent bientôt à exécution. Des locataires voient leur bail annulé. Puis des commandements d'huissier, et le 6 septembre une tentative d'expulsion. La mobilisation rapide empêche son exécution, les flics et l'huissier font demi-tour : bredouilles.

«La Providence», commence à céder devant la détermination des locataires, des travaux doivent être entrepris prochainement. Et les deux autres propriétaires qui jusque là se contentaient d'observer, devront sans nul doute faire de même. Les charges bloquées, ne seront payées qu'à ce prix.

Pierre CHÂTEL



## Le PCF comme il est de Paul Laurent

# UNE TENTATIVE DE RÉPONSE AUX QUESTIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DU PCF

Par François NOLET

À la suite de la défaite de la gauche aux élections, le PCF se trouve en proie à une grave crise. On connaît la contestation exprimée publiquement par des militants dans la presse extérieure au PCF ; plus largement, un profond désarroi parcourt les rangs du PCF et se manifeste par un absentéisme important aux réunions de cellules. Ces derniers temps, les militants « oppositionnels » semblent s'être faits plus discrets au niveau de l'apparition publique, centrant tous leurs efforts sur la préparation du 23<sup>e</sup> Congrès. Le fonctionnement interne du PCF a été une de leurs cibles principales. C'est dans ce contexte que s'inscrit la sortie, à l'initiative de la direction, du livre de Paul Laurent, « *Le PCF comme il est* » (en même temps que sur une autre question épineuse, le livre « *L'URSS et nous* »).

Pour Paul Laurent, « on a vu ceux-là mêmes qui ont toujours combattu le parti communiste lui prodiguer nombre de conseils... pour améliorer son fonctionnement. Ainsi, la droite discute de la démocratie dans le Parti communiste (...). De son côté, le parti socialiste n'a pas voulu être en reste et a critiqué le fonctionnement du parti communiste. Dans cette campagne, quelques communistes se sont ouvertement attaqués aux principes d'organisation du parti. Certains ont prôné de manière directe ou indirecte la création de tendances, contesté la notion de parti de masse ». Donc, pour répondre à ces caricatures,

Les oppositionnels du PCF mettent le doigt sur la façon dont ont été prises ces décisions ; et il est vrai que la direction du PCF a de quoi en être embarrassée. Qu'en dit Paul Laurent ?

L'abandon de la référence à la dictature du prolétariat a été entériné au 22<sup>e</sup> Congrès. Un mois avant le Congrès, Marchais à la télévision, avait expliqué les raisons pour lesquelles il convenait d'abandonner cette notion. Pour Paul Laurent, cette procédure était normale : le PCF se trouvait engagé dans la préparation d'un Congrès qui donnait lieu à une tribune de discussions dans *l'Humanité*. Dès lors que Marchais était interrogé à la télévision, il donnait son point de vue personnel. « Que cela se passe à la télévision ou dans les colonnes de *l'Humanité*, à partir du moment où la discussion est publique, portée à la connaissance de tout le monde, cela ne change strictement rien à l'affaire ». Mais justement, le problème n'est pas là.

Rappelons comment s'est passée la discussion sur ce sujet. Un document préparatoire au Congrès a été proposé aux militants, avec toutes les apparences du débat démocratique : ce texte était parvenu aux cellules trois mois avant le Congrès, leur laissant donc tout le temps d'en discuter. Ce document préparatoire taisait le problème de la dictature du prolétariat. Mais nulle part n'ap-

paraissait explicitement qu'il était question de renoncer à cette référence, et encore moins les raisons de cet abandon. Et c'est seulement un mois avant le Congrès que Marchais annonce la couleur, en affirmant d'ailleurs que la majorité du parti s'était déjà prononcée favorablement.

C'est seulement à ce moment que les militants apprennent le sens réel du texte préparatoire, sans qu'une discussion de fond puisse avoir lieu sur le problème de la dictature du prolétariat, la plupart des cellules ayant déjà adopté le document préparatoire sans avoir forcément perçu où on voulait les mener. Il n'y avait donc dans cette prise de décision qu'une caricature de démocratie.

Autre exemple : en mai 1977, le PCF a opéré un virage sur la question de la force de frappe. Le comité central adoptait le rapport Kanapa qui décidait le principe de la maintenance de l'arme nucléaire, dont le PCF avait combattu le principe même dès l'origine. Cette position avait suscité des remous assez vifs dans les rangs du PCF, dont les militants avaient combattu l'arme nucléaire pendant des années. Sur ce point, il s'agit, dit Laurent, d'un problème différent, la décision n'ayant pas été prise par un Congrès, mais par le comité central.

Il justifie que les militants n'aient pas été consultés par l'urgence de la

décision à prendre : « Nous nous trouvons au moment même où nous allions ouvrir les discussions sur l'actualisation du programme commun (...). C'est à la fois une décision prise après avoir rassemblé les éléments de cette décision, et prise en fonction de l'urgence créée par l'évolution de la situation politique ».

En fait, la direction du PCF avait déjà fourni elle-même le contre-argument. A l'époque, pour prouver le sérieux de la décision, la direction s'était retranchée sur des études effectuées par les experts militaires du PCF depuis un an. L'argument de l'urgence tombe, puisque depuis un an que le problème était en discussion, il était possible de consulter la base. D'ailleurs, bien avant la prise de décision, certains dirigeants du PCF, dont Louis Baillot, spécialiste des questions militaires, avaient laissé prévoir, devant des cercles restreints, le changement de position du PCF.

D'ailleurs les oppositionnels approchent certainement la vérité quand ils voient dans la manœuvre précipitée de la direction pour faire adopter cette mesure, la peur qui l'habitait d'être désarmée. On notera que depuis, cette décision n'a jamais donné lieu à un débat dans les rangs du PCF : il n'y a pourtant plus d'imminence d'une réactualisation du programme commun. Un exemple de plus de la manière dont la direction impose une orientation aux militants.

On voit comment, sur deux points précis, l'argumentation de la direction du PCF est spéieuse, lorsqu'il s'agit pour elle de prouver le caractère démocratique de prises de décision sur des points importants. Dans un cas, les militants n'ont pas eu en main les éléments du débat, dans l'autre la direction n'a pas organisé même un semblant de consultation de la base et a tranché seule avec ses « experts ».

Ce type de fonctionnement pose le problème plus vaste du contenu même de la ligne politique déterminée à la faveur de ce

Paul Laurent prétend exposer les principes de fonctionnement du PCF tels qu'ils sont réellement.

Remarquons que le ton général de l'ouvrage est plus mesuré que celui qui a présidé, tout un temps, à la riposte aux contestataires. Pendant la période qui suivait les élections, il était fréquent que la direction du PCF manie l'amalgame entre les critiques des oppositionnels et celles de la droite ou des socialistes. Marchais adoptait un ton méprisant pour qualifier « une douzaine ou une douzaine et demie de camarades » qui voulaient qu'en permanence, « on discute de tout et de n'importe quoi ». Il ne s'agit donc plus de tout ni de n'importe quoi, puisqu'à présent la direction du PCF éprouve le besoin de tenter de répondre de façon apparemment argumentée aux critiques, même les plus gênantes. L'auteur (interviewé par un journaliste de *l'Humanité*) déclare accepter « toutes les questions ». Et, effectivement, il aborde des points délicats, reprenant sans le dire des critiques formulées par les contestataires (qu'il n'attaque jamais nommément, sauf une fois Althusser). On parle, par exemple, du cloisonnement des cellules, du rôle des permanents, du fonctionnement du Congrès, de certaines décisions prises sans débat par la direction. Les questions abordent ces sujets mais qui s'en étonnera, les réponses les esquivent. Qu'on en juge sur deux points : l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat et la question de la force de frappe.



Paul Laurent (à gauche), pratique l'art d'esquiver les réponses



Elleinstein et Althusser, attaqués sans être nommés.

fonctionnement. « Centralisme démocratique ? ».

Le fonctionnement du PCF n'est pas le fonctionnement centraliste-démocratique dont il se réclame. La ligne appliquée par la direction ne s'appuie pas, on le voit, sur un large débat dans le parti, ni sur la concentration des aspirations révolutionnaires de notre peuple. Non, elle a été façonnée d'en haut par une direction empressée de faire cautionner son projet de capitalisme d'État.

C'est une des sources du mécontentement de nombreux militants dans le PCF. Le livre de Paul Laurent n'aura pu le lever.

### Comptes fantastiques

Dans le chapitre consacré aux ressources financières du PCF, on note de curieuses choses sur les cotisations. Selon l'auteur, 640 000 cotisants versent 1% de leur salaire, ce qui constitue une somme annuelle de 65 millions de Francs. Un bref calcul : chaque adhérent paie donc, en moyenne, 100 F par an. 100 F représentant 1% du salaire, cela suppose un revenu moyen de 10 000 F par an pour les militants (un peu plus de 800 F par mois). Même si on compte une frange de militants à faible revenu (chômeurs, retraités, jeunes scolarisés), il n'en reste pas moins que le chiffre est trop faible pour être vraisemblable. Alors de deux choses l'une : ou le PCF compte moins d'adhérents qu'il n'en annonce, ou bien un bon nombre d'entre eux n'acquittent pas régulièrement leurs cotisations. Ou les deux à la fois...

**Le PCF et le centralisme démocratique : sens d'un débat**

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

**sur la question de Staline**

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Prix : 5 F (+ port : 2,10 F) Prix : 10 F (+ port : 2,90 F)  
 Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant au *Quotidien du Peuple*, B.P. 225 - 75 924 Paris Cedex 19.  
 Les deux brochures : 20,80 F (port compris)



## LUTTES OUVRIERES

Terrin (Marseille)

## Boulin annule précipitamment sa visite

Journée de grève de 24 heures ce jeudi

C'est jeudi que Boulin, ministre du Travail et de la Participation devait descendre à Marseille, où il devait notamment rencontrer les syndicats de la construction et réparation navale. Au dernier moment, alors que cette venue était annoncée depuis plusieurs jours, voilà que tout est remis en cause. Boulin a décidé d'annuler sa visite à Marseille. La cause ? La tenue d'un « conseil inter-ministériel très important sur les problèmes de l'emploi ».

Une réunion en fait qui tombe à point nommé et lui permet d'éviter d'affronter la colère des travailleurs de la réparation navale mais aussi plus généralement de Marseille, qui avaient prévu de l'accueillir dans le cadre de la journée d'action et de la manifestation appelée à 10 h par les organisations syndicales. La journée de grève et la manifestation ont toutefois été maintenues. Grèves, débrayages se dérouleront, outre les chantiers navals, dans de nombreuses entreprises : chez les dockers (touchés directement par la « crise » de Terrin), les marins chez LMT, Renault, Peugeot, Pechiney Ugine Kulman...

Journée de grève de 24 heures également à la Clotat : les travailleurs des chantiers navals de cette ville descendront à 2 000 à Marseille manifester, auxquels se joindront également les travailleurs des chantiers navals de la Seyne.

## Journée portes ouvertes au foyer SONACOTRA Nanterre

4 et 6 rue des SORBIERS

16 SEPTEMBRE DE 14 H A 22 H

- 37 mois de grève des loyers pour :
- Le droit de visite et de réunion ;
- Un juste prix pour le loyer ;
- Le remplacement des gérants provocateurs par des concierges...
- des activités de loisir et culturelles ;
- De meilleures conditions d'hygiène et de sécurité ;
- La reconnaissance du Comité de résidents et de coordination ;
- 270 F pour 6 m<sup>2</sup>, soit 4 500 F pour un F 3 !
- Des chambres séparées par du contreplaqué !

## PROGRAMME

- Visite du foyer
- Films
- Montage diapos
- Chants
- Musique

**NON AUX LOYERS TROP ÉLEVÉS !  
NON AUX FOYERS-PRISON !  
LOCATAIRES-RÉSIDENTS,  
FRANÇAIS-IMMIGRÉS TOUS UNIS !  
NON AUX EXPULSIONS !**

Comité de Résidents Nanterre Sorbiers

## Rives de Giers : réintégration des huit licenciés de Creusot Loire

Après plusieurs interventions (manifestations en plein mois de juillet, opération « ville morte » à Rives de Giers et débrayages), les huit militants CGT et CFDT licenciés par Creusot Loire Chateau neuf (ex Marrel Frères) à la suite des actions dures menées en juin contre les suppressions d'emplois, doivent être réintégrés. Telle est la décision prise par l'Inspection du Travail, applicable depuis mercredi 13 septembre. Le trust du Baron Empain fait appel au Ministère du Travail : la mobilisation continue.

Manufrance à St Etienne

## LE SCANDALE DU PLAN GADOT - CLET

« Je ne suis pas un salaud » proteste François Gadot-Clet, PDG de Manufrance, dans une récente interview au journal stéphanois, *L'Hebdo*. Combien de travailleurs de Manufrance et de ses sous-traitants pensent de même ? Pour eux, la rentrée 78-79 avec son nouveau catalogue en cours de réalisation, c'est celle du démantèlement et des licenciements. Ceux de l'été mais aussi ceux en projet...

Poulidor sur les murs, Gadot-Clet dans la presse, les fusils Manufrance sur Europe 1... Septembre voit une offensive commerciale du nouveau PDG de la firme stéphanoise. Soucieux de son image de « jeune loup dynamique », celui-ci se vante avec tout le mauvais goût et le cynisme possible d'avoir « violé la vieille dame du cours Fauriel » pour rendre compte de son arrivée à Manufrance. Monsieur Gadot-Clet veut faire du neuf : Poulidor vante les vélos MF, Carrega (ex champion du monde de tir) lance les fusils et le champion de France de vitesse sur skate va promouvoir un skate-bord Manufrance... Hachette prend 44 % des actions du *Chasseur français* et restructure. Les magasins Manufrance vont former un secteur indépendant, passant des accords avec Félix Potin et Goulet Turpin. Le démantèlement de la firme est bien engagé ! Les participations nouvel-

les (ERAM, Goldsmith, Ricard, Singer, et un groupe japonais de la machine à coudre) risquent de tourner à la location gérance de secteurs entiers puis à la création de filiales mixtes indépendantes, coiffées par un holding. Le prêt d'État de 20 millions n'est toujours pas là et l'avance de huit millions est mangée d'avance par la restructuration du secteur « armement » en vue de la coproduction avec la MAS du nouveau fusil, le « clairon ».

## IL Y AURA D'AUTRES LICENCIEMENTS

L'addition pour les travailleurs est déjà lourde : 342 licenciements fermes, ce qui porte à 3 000 les pertes d'emplois depuis mars 1977 et l'entrée en fonction de la municipalité de gauche, principale actionnaire. Durafour et Neuwirth, rescapés des législatives de 1978, n'ont pas de mal à souligner qu'en

fin de compte le plan Gadot-Clet (approuvé cet été par Sandolce du PCF et Vennin du PS) n'est qu'une version à peine étouffée du plan des curateurs et de l'ancien PDG Blanc. Pour tenter de justifier la note, l'actuel PDG relève que « le cinquième du plan de travail était jusque là gaspillé en allées et venues » et en organisation du travail, défectueuse à ses yeux : « Les licenciements étaient impératifs ; je dois dire qu'il y en aura d'autres » ose-t-il ajouter. La cartoucherie fermera en février 1979, le secteur machines à coudre sera fortement remanié, le stockage révisé, le secteur bicyclettes restructuré... Les ateliers de Molina considérés comme « irrationnels » sont menacés avec des risques de pertes d'emplois à l'horizon 1979.

Quant aux promesses de réembauchage rapide, sur lesquelles insistait la municipalité en acceptant le plan, Gadot-Clet répond clairement : « Il ne faut pas espérer des réintégrations. Les licenciés gardent seulement une priorité d'embauche sur deux ans dans le cas où la situation deviendrait florissante et même euphorique ».

## LES ÉQUILIBRISTES

Alors il n'y a pas lieu de

s'étaler et encore moins de se réjouir en voyant le PDG « à grands coups de balai » faire le ménage, avec la collaboration de « pratiquement toutes les personnalités ». Le scandale du plan Gadot-Clet est tel désormais que tous les bradeurs de l'été battent en retraite les uns après les autres : alors que seule la CFDT avait refusé de collaborer au plan, aujourd'hui chacun prétend avoir vu clair et vouloir le combattre ! Le plus beau numéro d'équilibriste est réalisé par la fédération du PS qui, en extrayant de leur contexte quelques phrases de réserve de Bruno Vennin (représentant PS et de la municipalité au conseil d'administration de Manufrance) voulait faire croire qu'elle s'est toujours opposée aux licenciements et démantèlements, alors que ses délégués municipaux ont bel et bien ratifié le plan liquidateur... dans l'unité, cette fois, avec ceux du PCF ! Le regroupement des licenciés par la CGT dans un « comité de chômeurs Manufrance » ne tient pas lieu de la lutte qui s'impose pour leur réintégration, le maintien de l'emploi pour tous et les avantages acquis. C'est pourtant ce que réclament de nombreux travailleurs de Manufrance.

Eternit (bâtiment)

## LES ACTIONS CONTINUENT CONTRE 975 LICENCIEMENTS

## • Manifestation à Paris le 18 septembre

Débrayages, manifestations, réunions d'information se multiplient ces jours-ci dans les différentes entreprises Eternit, entreprise de bâtiment industriel. La direction a annoncé il y a quelques semaines son intention de licencier 20 % du personnel, et de fermer une des dix unités de production. Ainsi, aux usines de Triel et Vernouillet, dans les Yvelines, le projet vise 254 personnes sur 900 ! Bien sûr, la direction met en avant que sur les 975 suppressions de postes, au total, 333 seraient des mises à la retraite anticipée. En fait, comme nous l'expliquent les syndicalistes de l'usine de Triel, ce sont des véritables licenciements : tous ceux qui, au cours de l'année 1979, auront 56 ans et 8 mois devront partir ; ils ne se retrouveront pas à la retraite, mais bel et bien au chômage, et perdront par la suite tout droit à la pré-retraite si les versements

de l'Assedic s'arrêtent avant qu'ils n'aient atteint l'âge donnant droit à cette pré-retraite ! A l'usine de Triel, il semblerait que deux secteurs soient particulièrement touchés : le moulage, qui emploie une majorité de femmes, et l'entretien.

Dans cette situation, les sections syndicales d'Eternit ont engagé l'action sur plusieurs fronts. Le front juridique d'une part, puisqu'elles poursuivent la direction en réter devant le Tribunal de Versailles ce jeudi. Pour les sections syndicales, les chiffres fournis par Eternit pour justifier les licenciements sont sujets à caution, les renseignements donnés non valables. Par ailleurs, les actions se multiplient. Mercredi, débrayage de trois heures dans les usines des Yvelines, assez largement suivi, y compris dans des secteurs qui ne bougeaient guère auparavant. Après une heure d'information, les travail-

leurs partaient en manifestation jusqu'à la mairie de Verneuil, où la municipalité accordait une entrevue à une délégation syndicale. Dès leur arrivée sur la place de la mairie, les manifestants avaient hissé leurs banderoles aux balcons.

Au niveau national, une journée d'action est prévue pour le lundi 18 septembre avec montée par cars à Paris. Les travailleurs se rendront au siège d'Eternit, près des Champs Élysées, et demanderont à être reçus au ministère du Travail. Pour l'instant, les sections syndicales n'ont pas donné le mot d'ordre

de grève illimitée, au vu de l'état des stocks : depuis la libération des prix, les stocks sont au plus bas chez Eternit, mais au plus haut chez ses clients, qui ont surstocké avant la libération des prix, et qui ne sont donc pas prêts d'acheter. Du point de vue économique, une grève totale ne générerait donc guère la direction. Par contre, les sections syndicales multiplient les initiatives, en vue de renforcer la mobilisation qui devra sans doute dans les semaines qui viennent, passer à un cran au-dessus.

Monique CHÉRAN

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 58 942



● En ce début de semaine, les travailleurs et travailleuses de l'usine Elastelle au Puy, en lutte contre les licenciements qui menacent 81 d'entre eux, manifestaient. La réaction du pouvoir ne se faisait pas attendre. Réitérant ce qui s'était passé à maintes reprises contre les manifestations des tanneurs ces dernières années, il envoyait ses flics charger les grévistes. Résultat, des travailleurs étaient blessés, trois d'entre eux en outre étaient arrêtés, puis finalement relâchés mais poursuivis.

Les travailleurs d'Elastelle, décidaient alors mardi matin de «retenir» leur PDG, pour finalement le «relâcher» dans l'après-midi ayant obtenu de premiers reculs importants : la libération de leurs camarades, le paiement de leurs jours de grève.

Mercredi après-midi, ils appelaient les travailleurs du Puy à manifester autour d'eux, en solidarité. Un premier succès.

La manifestation, appelée comme prévu à 16 heures par les Unions Départementales CGT-CFDT-FO et FEN, au Puy, a été précédée durant toute la journée de mercredi par différents débrayages organisés par les travailleurs de différentes usines, preuve de la solidarité dont jouissent les grévistes d'Elastelle, dans leur lutte contre la répression et le

chômage. A l'hôpital Sainte Marie, des débrayages se sont déroulés dès le matin. Durant la journée, on assistera à quatre arrêts de travail. Des mouvements de grève par poste ont eu lieu aussi dans une papeterie, puis chez Plantin : dans cette usine, où des menaces de chômage planent à court terme, 80 % des travailleurs ont arrêté le travail. Les tra-

Elastelle (Le Puy)

## SUCCEES DE LA MANIFESTATION CONTRE LA RÉPRESSION

vailleurs des Tanneries, qui continuent en cette rentrée leur long combat contre la restructuration, ont bien entendu aussi tenu à soutenir leurs camarades d'Elastelle qui d'ailleurs, il faut le rappeler, furent à leurs côtés à de nombreuses manifestations des tanneurs, et notamment lors de la journée «ville morte» de 1977.

A 16 heures, comme prévu, 1 500 travailleurs des usines citées ci-dessus mais aussi d'autres, descendaient dans les rues du Puy, pour se rendre à la Préfecture de la ville. Une manifestation très comba-

tive qui se déroula aux cris de «non à la répression !, Non au chômage !». A la fin de la manifestation, après différents discours dénonçant la répression, mais il faut bien le dire sans les perspectives d'actions, à court terme, qu'attendaient les travailleurs présents, selon notre correspondant, un représentant de la FEN prenait la parole et appelait les travailleurs à rentrer chez eux. Des ouvriers et militants syndicaux d'Elastelle prenaient alors tour à tour la parole et expliquaient à juste titre qu'on ne pouvait en rester là : «Il faut rester sur pla-

ce, faire lever effectivement les inculpations, on a le rapport de forces».

A leur appel, les manifestants, dans leur totalité, se rendaient alors cette fois devant le tribunal, continuant de scander des mots d'ordre.

A l'évidence, cette première journée de soutien aux travailleurs d'Elastelle, contre la répression qui les frappe, a été un succès encourageant. De l'avis de beaucoup, il reste qu'il faut aller maintenant plus loin, si le pouvoir ne lève pas rapidement les incul-

pations qui frappent trois d'entre eux.

Quelle forme doit prendre le soutien ? Une journée «ville morte» ? Une journée de 24 heures ? Les travailleurs en débattent. Outre les inculpations, reste aussi le problème des licenciements. Une réunion a eu lieu mercredi entre les syndicats d'Elastelle et la direction, où cette dernière a refusé de revenir sur les mesures de chômage annoncées il y a quelques jours. Une autre réunion du comité d'entreprise devait donc avoir lieu dans la matinée de jeudi pour discuter de ce problème.

SPLI

(Rennes)

Reportage de  
Gérard PRIVAT

## ● LES PERMANENTS DE L'UD RIDICULISES ● HISTOIRE D'UN VOTE TRUQUÉ

Les permanents de l'UD CGT de Rennes se souviendront sans doute longtemps du dépouillement du «vote» qu'ils ont organisé pour faire reprendre le travail à la SPLI. L'opération se déroulait mercredi midi dans les locaux de l'inspection du travail de Rennes. Une trentaine d'ouvrières et d'ouvriers avaient tenu à y assister.

Comme aperçu des méthodes anti-démocratiques de la direction CGT de Rennes, ce n'est pas mal (voir communiqué de la section CGT SPLI). Mais il y a plus grave : maintenant que ce vote truqué est fait, Alphen (PDG de la société Huit) peut s'en prévaloir pour faire intervenir les flics dans l'usine. En somme, une sorte de partage du travail s'est opéré entre l'UD CGT, Alphen et l'inspection du travail.

Le plan Alphen prévoyait de répartir uniquement à Rennes avec

230 personnes. De vagues promesses parlent de 1 200 emplois supplémentaires d'ici deux ans. Cette «solution» laisserait 1 270 personnes au chômage. Dans ces conditions, il est évident que les travailleurs de la SPLI de Rennes et leur section CGT ne pouvaient accepter ce plan. C'est pourtant ce plan que l'UD CGT a discuté avec le PDG de Huit. C'est ce plan que les responsables de l'UD voulaient faire avaler aux travailleurs avec un simulacre de vote par correspondance où on ne pouvait pas se prononcer contre.

Donc après le rejet de ce plan, la lutte continue pour les 1 500 emplois dans les 5 usines SPLI de Bretagne. Vendredi à 14 h, une assemblée générale est convoquée à l'usine de Rennes pour faire le point.

Un groupe d'ouvrières et de délégués de la section

CGT de la SPLI attendent devant l'inspection du travail. Les permanents de l'UD tardent à se montrer. Soudain, les voilà : ils sont deux : tiens, Frepmin n'a pas osé venir. Après le feu roulant de critiques et de demandes d'explications qu'il a affronté lundi, il a estimé plus sûr pour lui de s'abstenir. On monte dans les étages ; nous voilà dans une petite salle. C'est Fortin, un inspecteur du travail qui entre, les bras chargés de tas d'enveloppes. L'opération commence, les deux permanents CGT aidés de deux hommes de l'inspection du travail ouvrent nerveusement les enveloppes sous l'œil amusé des travailleurs de la SPLI. Parfois c'est un carton blanc portant une inscription manuscrite exprimant la colère contre les manœuvres de l'UD.

Les petits tas grossissent et les dépouilleurs ne sont pas à l'aise. Visiblement, ils ont hâte que tout soit terminé. Enfin l'huissier «présent à la demande des travailleurs» note les résultats. Evidemment, on ne pouvait guère s'attendre à un autre résultat, vu les conditions complètement anti-démocratiques dans lesquelles cette parodie de consultation a été faite. Mais les critiques se font plus incisives contre les cravatés qui s'apprêtent à



sortir avec le paquet de bulletins et d'enveloppes. L'atmosphère est tendue. D'un seul coup, les paquets de bulletins volent à travers la pièce ; de grosses poignées passent par la fenêtre et vont atterrir plusieurs étages plus bas dans la rue. Spectacle comique : l'un des deux permanents de l'UD CGT ramassant ses chers bulletins à quatre pattes sous les quolibets des travailleurs de la SPLI. L'affaire de l'UD tourne à la farce. Honteux et confus, nos deux permanents repartent les mains vides et la tête basse.

Mercredi 12 h

### Communiqué de la section CGT SPLI Rennes et Chateaubriand (extraits)

«La section CGT SPLI rappelle qu'elle ne tient pas compte de la «consultation plébiscite» organisée par l'Union départementale CGT avec la complicité de M. Fortin, l'inspecteur du travail. «Plébiscite» organisé pour forcer la reprise de l'atelier de Rennes.

La section a fait constater par huissier la nullité du «vote» étant donné l'absence totale de contrôle de l'identité des votants et le fait que les ouvrières contre la reprise ne pouvaient pas exprimer leur opinion, faute de bulletins. Ou on était pour la reprise ou on votait nul ou blanc, mais impossible de voter contre la reprise ! Singulière méthode pour une consultation.

Il est clair aujourd'hui que M. Alphen, PDG de la société Huit et M. Frémin et avec lui le bureau de l'UD CGT marchent main dans la main pour imposer une reprise scandaleuse. Aussi nous considérons que l'UD CGT n'a plus

aucun droit de négocier avec qui que ce soit, à l'avenir, à propos du conflit de la SPLI vu son attitude à l'égard de la lutte depuis trois mois. (L'UD bloque toujours les chèques de soutien que des travailleurs ont collectés pour la lutte des ouvrières de la SPLI), étant donné l'exclusion de la section syndicale SPLI.

La section CGT rejette le plan Alphen non pas au nom de la politique du «tout ou rien» comme certains le laissent entendre. Au contraire la section CGT SPLI a pris les moyens de rencontrer Alphen le 17 juillet, le 24 juillet, le 12 août, le 17 août, le 21 août et le 23 août pour discuter. Jamais le blocage des discussions n'a été de son fait.

Et nous tenons à préciser que c'est la lutte menée depuis trois mois qui a contraint Alphen à passer de 92 emplois le 3 juillet à 230 maintenant...»

### Les gros bras attaquent

Mercredi 18 heures : l'ambiance est détendue dans l'usine occupée. Des groupes discutent. Plusieurs occupants rédigent un tract d'appel à la manifestation lundi prochain. Des camarades partis à Ploërmel rencontrent des délégués pour s'informer de la situation là-bas ne sont pas encore rentrés.

Le téléphone sonne : «Il y a quelqu'un qui décroche ?» «Allo ! Quoi ? Les copains sont attaqués par des gros bras ; ils se sont réfugiés dans un

bistrot... Oui... Ne bougez pas... On arrive...»

Aussitôt, une équipe s'engouffre dans une voiture qui démarre en trombe ; on apporte quelques menus ustensiles, ça peut toujours servir ; on retrouve rapidement les copains qui racontent l'agression : «Ils nous ont coursés depuis Ploërmel, ils étaient là pour «protéger» l'usine de Ploërmel... Ils nous ont vus passer... Ils ont essayé de nous coincer avec leur Simca Horizon rouge (6672 RB 64 à toutes fins utiles)... On a réussi à leur échapper de justesse...»

L'alerte a été chaude. Il faudra prendre des précautions...

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76





## Radio Verte Fessenheim an II

Après avoir tiré le bilan d'une année de fonctionnement, riche d'expériences, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Strasbourg le 11 septembre dernier, Radio Verte Fessenheim reprend ses émissions. La première aura lieu le vendredi 15 septembre à 19 h 45 entre 100 et 104 MHz et ce, tous les vendredis soirs. Auditeurs de la région, à vos postes et bon an 2 à RVF !

## Les familles des victimes de Los Alfaques accusent le Quai d'Orsay

Les familles des victimes du camping tragique de Los Alfaques viennent de se constituer en association nationale pour la défense des victimes de Los Alfaques dont le siège est à Lyon. Les familles accusent les autorités espagnoles d'impuissance et de cynisme dans les heures et les jours qui ont suivi l'affaire. Elles accusent le Quai d'Orsay d'avoir été «au dessous de tout» (c'est le mot même de M<sup>e</sup> Blanchot, l'avocat de l'association). Les familles ont reçu des renseignements contradictoires sur leurs parents. Une mère, par exemple, apprend que son fils est vivant. Une semaine après, on lui dit que son enfant a disparu. Elle retrouvera plus tard le corps de son enfant carbonisé. M<sup>e</sup> Blanchot a l'intention de porter «plainte contre X» pour «non assistance à personnes en danger». Le Quai d'Orsay n'a pas encore réagi. Il faut dire que ses réactions savent être lentes, à la mesure du cynisme dont il fit preuve dans les jours suivant la catastrophe. Pendant que la radio — propagande oblige — diffusait le numéro du ministère destiné à renseigner les familles sur les survivants, ces mêmes familles qui appelaient se heurtaient désespérément à un disque enregistré qui leur demandait de rappeler, la ligne étant surchargée...

## Le conseil économique et social de Bretagne favorable à une centrale nucléaire

# PAS DE CENTRALE, NI A PLOUMOGUER, NI A PLOGOFF !

● Réuni lundi et mardi, le conseil économique et social de Bretagne a opté pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. On savait déjà que cette assemblée, contrairement à la volonté des populations locales, était favorable à la construction d'une centrale en Bretagne. La préférence pour Plogoff, liée semble-t-il à la position du député RPR Guermeur, sera à nouveau en question le 25 septembre, lors de la réunion du conseil régional de Bretagne. D'ici là, dans le Cap Sizun comme dans le Léon, la mobilisation se prépare.

### LES «TROIS GLORIEUSES» DE PLOGOFF

Autour de la pointe du Raz, l'un des lieux les plus sauvages du Finistère-sud, la lande est brûlée. Un feu de berger, que le vent d'ouest venu de l'Atlantique sans rencontrer d'obstacles aurait attisé ? Les gens de Plogoff, petits paysans et souvent aussi pêcheurs, n'y croient pas. Pas plus qu'ils n'attribuent au saint esprit ces marques à la peinture en pleine lande (\*) ou qu'ils ne prennent pour des touristes ces messieurs venus flâner de

la pointe du Van à l'anse de Bestrée, avec de gros carnets dans les poches. Car depuis le printemps 76, ils savent que l'EDF lorgne sur le bout de la presqu'île pour construire une centrale nucléaire de 5 200 MWe, composée de quatre réacteurs de 1 300 MWe, les plus gros envisagés à l'heure actuelle.

Entre la pointe elle-même et le phare de la Vieille, un courant d'une extrême violence s'engouffre à chaque marée. Les marins le connaissent bien, ce Raz de Sein, et lorsque le vent s'oppose au courant, il ne

vaut mieux pas s'y engager. Les experts de l'EDF s'y sont également intéressés : quoi de plus rêvé pour fournir une source froide constamment renouvelée aux réacteurs. D'autant plus que la terre n'y est à peu près pas cultivée, la lande n'étant bonne que pour les moutons et les amoureux de la nature. Or, pour respecter le programme nucléaire adopté par le gouvernement en 1974, il est nécessaire de construire une centrale électronucléaire en Bretagne. C'est peut-être pour bien le faire sentir aux bretons que l'EDF avait coupé le courant lors d'une retransmission d'un match de Coupe d'Europe, arguant d'une trop forte demande en électricité. Plusieurs sites avaient été retenus : Beg an Fry, Ploumoguier, Plogoff, Erdeven.

Depuis 1974, les habitants de Plogoff avaient vu passer beaucoup de propagandistes de l'EDF, venus leur enseigner les bienfaits d'une installation électronucléaire. «S'ils veulent la mettre tellement au bout des terres, c'est que cela doit être dangereux», s'étaient-ils dit. Le conseil municipal se prononçait le 21 mars contre l'implantation, bientôt suivi par la plupart des communes du Cap Sizun. Qu'importe, pour ne «pas mettre en retard le programme», l'avis des populations locales, dont Giscard et son haut-parleur vert de l'époque, Jarrot, avaient dit qu'il serait respecté. Le 6 juin 1976, les premiers sondages devaient commencer.

Le 5, un conseil municipal extraordinaire était convoqué. Quatre cents personnes s'étaient rassemblées devant la mairie : pas question de négocier avec le préfet, il fallait agir. C'est ainsi que pendant trois jours et trois nuits, paysans et marins, hommes et femmes, se relayaient pour barrer tous les accès à la pointe. Un camion se présentant comme des chiffonniers d'Emmaüs, un campeur curieusement équipé, une équipe de cinéastes voulant filmer un

gardien de phare (il n'y en a pas sur la côte) étaient fermement conviés à repartir. Le troisième jour, EDF renonçait aux études préliminaires et annonçait qu'elle «s'efforcera d'informer plus complètement la population sur les données objectives du problème». On a pris l'habitude, depuis cette époque d'appeler les 8-9-10 juin les «trois glorieuses». L'EDF n'était jamais revenue. Le comité de défense, présidé par le maire, M. Kerloc'h a pourtant continué à se réunir régulièrement. Peu enclin à travailler avec les autres comités anti-nucléaires bretons, celui de Ploumoguier en particulier, il a dû le faire lorsque les menaces se sont précisées. Et s'il restait quelques illusions sur la bonne volonté des pouvoirs publics dans la commune, elles devraient être levées par le récent refus du préfet de laisser la commune organiser une consultation populaire sur la centrale. Ce qui avait été fait à Flamanville où une partie de la population, sensible aux arguments sur l'emploi, était favorable, devenait illégal à Plogoff, où le résultat ne laissait guère de doutes : l'an dernier, lorsqu'il fut question de constituer un GFA (Groupeur foncier agricole) pour résister aux expropriations, plusieurs centaines de personnes étaient là, et la majorité des paysans avaient accepté de lui céder leurs terres. Déjà en place à Ploumoguier, il devrait l'être ces jours-ci à Plogoff.

Le 23, deux jours avant la réunion du conseil régional, une manifestation aura lieu à Ploumoguier. Ceux de Plogoff y seront. Et si les sondeurs de l'EDF reviennent, il est bien probable que CRS et gardes mobiles les accompagneront.

Eric BREHAT

(\*) : La topographie d'une lande arasée par le feu, et marquée de points de repère à la peinture peut être plus facilement étudiée par photos aériennes.

## Après la campagne sur «l'insécurité»

# «LA LEGITIME DEFENSE» : UNE CAMPAGNE DANGEREUSE

● Le 3 septembre dernier, la patronne du restaurant «la Grignotière» à Peyrefitte dans la Seine Saint Denis, tire sur un homme qui serait venu cambrioler chez elle, en emportant un transistor, un portefeuille et un porte-monnaie. Cette information est donnée les 3 et 4 septembre dernier par les diverses chaînes de radio. L'Aurore se permet même d'écrire que le «cambrioleur», Jacques Pelherbe était connu pour «des délits divers», qu'il aurait été entendu par le juge d'instruction de Bobigny et ensuite remis en liberté.

Ce fait, était cité comme un nouveau «fait de légitime défense», un peu vite comme on va voir. Jacques Pelherbe, hospitalisé à l'hôpital de Saint Denis est le premier étonné par ces «informations» : il précise qu'il n'a vu aucun juge, pour la bonne raison qu'il n'a rien cambriolé. Du reste, quel juge aurait relâché un cambrioleur pris sur le fait ? Passablement ivre le soir du 2 septembre, Pelherbe avait tenté de pénétrer dans «la Grignotière» pour aller boire un dernier verre. Entendant du bruit dans la salle des fêtes, il tente de s'y rendre, mais trop ivre, il s'assoit dans le jardin. C'est là qu'il sent une violente douleur au bras gauche. Il vient d'être criblé de plombs, sans aucune sommation.

Ce dernier fait, intervenant après la libération rapide de Leroy, le pâtissier de Florange (Moselle) qui avait assassiné un garçon de treize ans, relance la polémique sur la légitime défense. Sans perdre de temps, l'association ultra réactionnaire «Légitime Défense» présidée par Romério, ancien président de la cour de sûreté de l'Etat au temps de l'OAS, mène une campagne d'intensité redoublée. Cette association est composée d'avocats, d'anciens flics et de juges partisans d'une répression impitoyable de la petite délinquance.

### DE L'INSECURITE A LA LEGITIME DEFENSE

«Légitime défense» avait fait savoir qu'elle ne soutiendrait aux élections que les candidats favorables à la peine de mort. C'est ce qu'elle fait dans le 14<sup>e</sup> en soutenant Philippe Wargny celui qui déclare publiquement «il est moins inhumain de condamner quelqu'un à la peine de mort que de le laisser croupir dans l'enfer des prisons»...

Qui oublierait l'histoire des toutes dernières années pourrait s'étonner de la progression rapide de ce

type de groupe de pression. Il aura fallu pour que les idées qu'il colporte intéressent certains, d'abord la campagne contre l'insécurité lancée par Ponia-towski puis reprise de façon plus perfide (mais non moins efficace) par Peyrefitte. L'enchaînement est logique : on monte en épingle la délinquance, on dénigre les juges traités d'incapables, on répète inlassablement qu'il n'y a pas assez de flics pour nous défendre : ensuite il ne reste plus qu'à faire justice soi-même bien évidemment.

Cette campagne d'intoxication fondée sur la psychologie de la peur et l'obsession de la sécurité a eu surtout prise chez ceux qui y ont de par leur position de classe le plus intérêt : commerçants jaloux de leurs biens, petits propriétaires, ainsi qu'ex-flics et ex-juges à la mentalité fascisante.

Toutes personnes qui plus ou moins consciemment ne voient comme issue à la crise profonde du système que le renforcement de l'ordre établi.

### UN CONDITIONNEMENT DANGEREUX

Interrogé à ce sujet le président du Syndicat de

la Magistrature, Dreyfus, a fait remarquer que «l'auto-protection des personnes conduira tout naturellement à la protection renforcée de l'ordre établi». Pour lui, la campagne actuelle équivaut à «un conditionnement dont les fruits mortels, grenades prêtes à éclater, murissent déjà».

De son côté, Peyrefitte déclarait dans l'Aurore mardi «la légitime défense n'est admissible que si elle s'exerce dans les conditions prévues par la loi». Il est vrai que depuis les affaires Braunschweig et Guemann, Peyrefitte est obligé de compter avec les magistrats et ne peut cautionner ouvertement une telle entreprise. Mais ne craint-il pas également que de tels groupes de pression ne se substituent en partie à l'Etat dans la définition quotidienne de l'ordre, de la sécurité et de la répression ? En tout cas les prochaines échéances ne tarderont guère. L'association de Romério annonce son premier meeting pour le 6 octobre au Palais des Congrès de Nancy, et qu'elle mènera bataille pour avoir un bon jugement qui ferait jurisprudence dans le procès de Legras à Reims le 12 octobre prochain...

Pierre PUJOL

## Les 10 tonnes qui peuvent venir du ciel

Le satellite américain Pégase 1 qui survole les zones tropicales devrait rentrer prochainement dans l'atmosphère terrestre. Pégase qui avait été lancé le 16 février 1965 est en engin lourd de 10 tonnes, et de 30 mètres d'envergure. La NASA estime d'après ses calculs que le satellite devrait tomber le week-end prochain, dimanche 17 septembre. L'essentiel de la masse devrait être consumé au passage dans les couches denses de l'atmosphère. Mais 800 kg de matériaux plus durs risquent de résister à l'échauffement. La NASA espère qu'ils seront fragmentés en des centaines de morceaux. Il n'y a plus qu'à attendre...



L'Éthiopie 4 ans après la chute d'Haïlé Sélassié

# L'URSS CONTRE LA REVOLUTION

● Pour «fêter» le quatrième anniversaire de la chute du régime d'Haïlé Sélassié, Castro et de hauts responsables soviétiques étaient présents, aux premières loges, parainant le régime sanguinaire de Mengistu.

Comment le mouvement populaire de 1974 a-t-il été réprimé et endigué par la junte fasciste du DERG soutenue par l'URSS ?

Il y a quatre ans en Ethiopie, à l'issue d'un vaste soulèvement populaire commencé en février 1974, la dictature féodale d'Haïlé Sélassié s'effondrait. Le vieux despote était déposé par une junte militaire.

La lutte des paysans spoliés des fruits de leur travail, menacés par la famine, les luttes des ouvriers et de la jeunesse étudiante dans les villes avaient effrité le régime. L'héroïque résistance du peuple érythréen à la guerre que lui menait Haïlé Sélassié, résistance qui aggrava les contradictions dans l'armée, contribua très largement à la chute du régime.

Le régime d'Haïlé Sélassié, héritier d'un empire africain taillé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'accord des colonialistes, constituait alors un des alliés les plus sûrs de l'impérialisme US sur le continent. Les Etats Unis avaient permis au dictateur éthiopien d'annexer l'Erythrée. En échange, il obtenait la base d'espionnage de Kagnaw. Jusqu'au bout les USA apportèrent leur soutien à Haïlé Sélassié lui fournissant des milliers de conseillers militaires, tandis qu'Israël formait des bataillons de choc anti-guerrilla. La chute d'Haïlé Sélassié était donc également un coup porté à l'impérialisme US.

## QUEL POUVOIR ?

Après la chute d'Haïlé Sélassié, en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire, la question du projet politique du nouveau pouvoir restait posée. Les aspirations populaires étaient : «Libertés démocratiques et syndicales», «A bas l'impérialisme US», «La terre à ceux qui la travaillent». La junte composée de

différentes fractions qui ne tardèrent pas à se disputer le pouvoir, cherchait le meilleur moyen de confisquer la révolution. Face à un mouvement populaire spontané puissant, mais sans perspectives claires, le nouveau pouvoir voulait gagner du temps et user de démagogie. Pendant les premiers mois suivant la chute de l'Empereur, il accorde aux révolutionnaires et au peuple une certaine liberté d'expression, et doit enregistrer un certain nombre de conquêtes, par exemple, l'occupation de terres par les paysans.

Dès cette époque, l'URSS prépare le terrain en plaçant ses hommes au sein d'un régime isolé, fragile, prêt à se vendre en échange d'une aide extérieure. Alors même que conseillers américains et israéliens restent présents dans l'armée, on voit, en 1975, apparaître dans les ministères et dans la presse, des conseillers soviétiques, de plus en plus nombreux. L'URSS déverse des fascicules des œuvres complètes de Brejnev. A un peuple soumis à des années de censure, on déverse des leçons de «marxisme-léninisme» à la sauce moscovite. Dès le début l'entreprise de dévoiement des aspirations révolutionnaires grâce à une phraséologie marxiste pour l'instauration d'une dictature fasciste est encouragée par l'URSS.

En même temps, Moscou invite des intellectuels et des militaires ambitieux à Moscou pour y suivre des stages accélérés. La propagande dans le pays doit s'accompagner de la formation de cadres pour le nouveau régime.

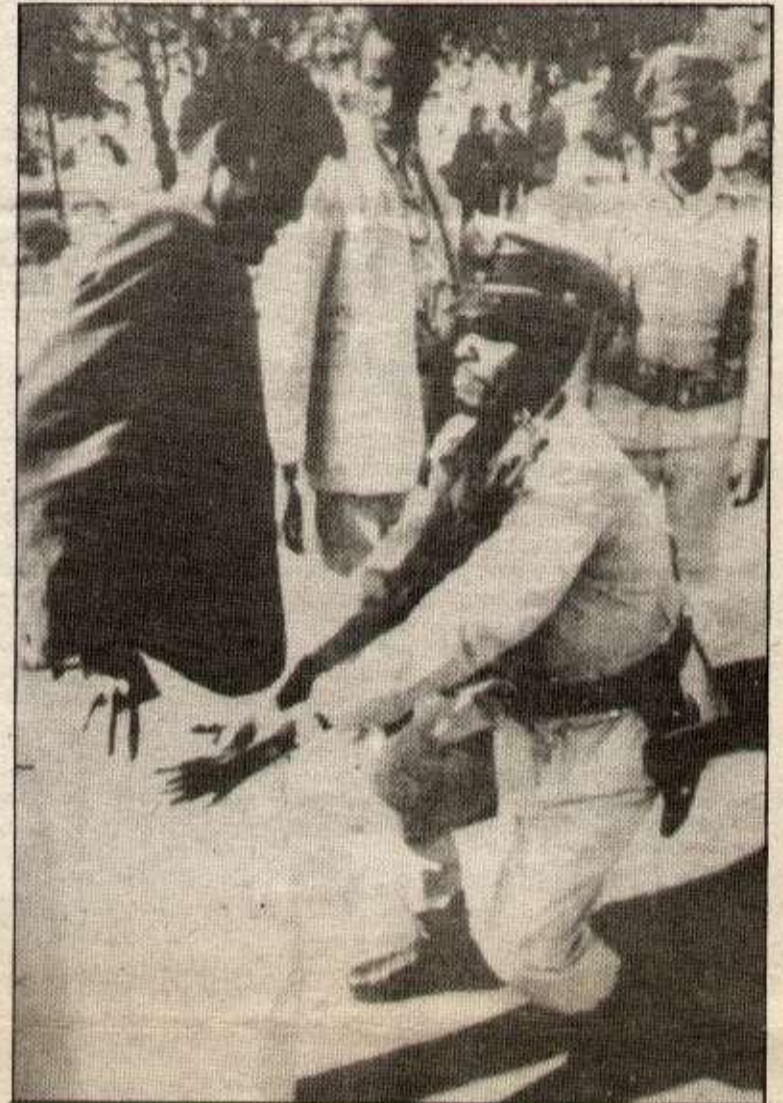
## LE 1<sup>er</sup> MAI 1976

Le 1<sup>er</sup> mai 1976 est une date

décisive qui marque la fin d'une période de lutte politique pacifique. La manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1976 qui était prévue pour soutenir la junte (le DERG) était en fait devenue une manifestation révolutionnaire, hostile au DERG. C'est alors que la répression commence à se déchaîner contre les jeunes révolutionnaires et les syndicalistes ouvriers. En juillet 1976, le DERG frappe : se proclamant «pouvoir révolutionnaire» il interdit toute organisation de masse et toutes les libertés démocratiques. Il publie le décret suivant : «Est passible d'emprisonnement ferme de 5 à 25 ans ou pour des cas sérieux, passible de détention à vie ou de peine de mort, quiconque incite les travailleurs à faire des grèves, quiconque s'oppose à la moindre proclamation du DERG, quiconque a des contacts, ou sympathise avec des organisations contre-révolutionnaires».

## LE REGIME DE MENGISTU : ENTRÉE EN FORCE DE L'URSS

C'est un tel régime, qui met en place ses milices de quartier, les sinistres kébéls, qui reprend la guerre contre le peuple érythréen que l'URSS a décidé de soutenir à fond. Par un accord secret conclu en décembre 1976, Brejnev décide de fournir massivement des armes au DERG. Il s'agit de permettre au régime de rompre ses liens avec l'impérialisme US, de lui permettre de continuer la guerre en Erythrée et contre les guerillas des révolutionnaires et des nationalités opprimées en Erythrée. En fournissant cette aide assortie de milliers de conseillers soviétiques, puis cubains, il s'agit pour l'URSS de prendre pied dans la Corne de l'Afrique, aussi bien et même mieux que l'impérialisme US. En quelques mois, les premiers de 1977, l'URSS va fournir aux fascistes éthiopiens un milliard de dollars d'armements, davantage que les Etats-Unis en dix ans ! En février 1977, Mengistu,



Décembre 74 : le peuple face à la junte fasciste au pouvoir.

alors le plus pro-soviétique prenait le pouvoir dans le sang en faisant mitrailler la moitié de la junte au cours d'une réunion.

Depuis ce régime s'est enfoncé dans une politique de tuerie et de barbarie, voulant réduire à néant le peuple érythréen, envoyant des paysans embrigadés se faire tuer dans cette guerre fratricide. Il assassine les révolutionnaires et bombarde les villages des nationalités opprimées qui se révoltent. Cela n'a pas empêché Castro de saluer Men-

gistu du titre de «plus grand révolutionnaire d'Afrique».

Mais avec le soutien du social-impérialisme, le DERG n'est pas venu à bout du peuple éthiopien et du peuple érythréen. En s'inspirant de l'esprit révolutionnaire du mouvement de 1974, le peuple éthiopien finira par se débarrasser du régime fasciste et à chasser du pays les deux super-puissances.

J.P. CHAMPAGNY

# LES PETITS PAS US EN AFRIQUE AUSTRALE

- Washington satisfait de ses relations avec l'Angola
- Avertissements US à l'Afrique du Sud

Le département d'Etat américain a chargé un de ses fonctionnaires de dire à la presse qu'il était satisfait de l'évolution de ses relations avec l'Angola au cours des trois derniers mois. Après la deuxième intervention au Zaïre, organisée au printemps dernier par des forces venues d'Angola, les Etats-Unis avaient dépêché un diplomate à Luanda, la capitale angolaise. Faisant le bilan de ces contacts, le département d'Etat fait savoir que les discussions ont été substantielles et les progrès également. Parmi ceux-ci, sont cotées les

recherches pétrolières. Non seulement la Gulf Oil Company est autorisée à poursuivre l'exploitation du pétrole de Gabinda, qu'elle avait entreprise à l'époque du colonialisme portugais, mais de plus le gouvernement angolais a engagé des pourparlers avec plusieurs compagnies pétrolières américaines pour qu'elles effectuent des recherches en Angola. «Cela montre», affirme le département d'Etat «que les Angolais ne veulent pas dépendre exclusivement de leurs amis communistes». Un autre sujet de satisfaction selon le départe-

ment est la visite que Neto a rendue à Kinshasa au mois d'août au cours de laquelle le Zaïre et l'Angola ont établi des relations diplomatiques, passé des accords pour que le cuivre zaïrois puisse être acheminé jusqu'à la mer par le chemin de fer qui traverse l'Angola, et surtout se sont mis d'accord pour que les réfugiés zaïrois en Angola et angolais au Zaïre ne puissent utiliser chacun des pays comme base de départ pour des opérations à l'intérieur de l'autre. Selon le département d'Etat, le gouvernement Neto aurait également acti-

vement contribué à l'élaboration d'un plan pour la Namibie à l'ONU.

Le département d'Etat s'est déclaré «touché» par ces démarches angolaises qu'il interprète comme étant le signe d'une attitude ouverte en vue de discussions avec les Etats-Unis sur la sécurité en Afrique Australe. Il n'est cependant pas question d'ouvrir des relations diplomatiques avec l'Angola tant qu'il ne sera pas question du retrait des 19 000 soldats cubains qui opèrent en Angola.

Mardi le département d'Etat a publié une déclaration sur la situation en Afrique du Sud, exigeant que les parents et amis du leader noir Steve Biko, assassiné il y a un an, soient relâchés ou inculpés sous des motifs précis. Ils avaient été arrêtés dimanche sous le régime de la loi de Sécurité intérieure qui autorise la police à détenir indéfiniment un suspect sans qu'il soit jugé. Le département d'Etat s'oppose à ces arrestations car affirme-t-il elles ne peuvent qu'accroître les tensions déjà grandes au sein de la société sud-africaine.

Ouverture en direction des régimes qui leur sont le plus éloignés, pressions spectaculaires quoique sans lendemain à l'égard des régimes racistes. Les deux méthodes employées par les Etats-Unis pour étendre leur position tout en parvenant à régler les questions brûlantes d'Afrique Australe se poursuivent. Si les ouvertures en direction de Neto se confirment, une réaction soviétique pourrait voir le jour, car pour l'URSS cela signifierait un recul dans un de ses bastions les plus solidement contrôlés.



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

**Aix en Provence**  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

**Besançon**  
Lib. Les sandales  
d'Empédocle  
Place Victor Hugo -  
138 Grande Rue. (10 %)

**Bourges**  
Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

**Brest**  
Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis

**Caen**  
La Licorne (10 %)  
Rue Froide

**Clermont-Ferrand**  
Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras

**Evreux**  
Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)

**Grenoble**  
Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)

**La Rochelle**  
Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont

**Le Mans**  
Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)

**Lille**  
Librairie populaire  
40 rue de Guasdes

**Lyon**

Librairie populaire  
226 rue Duguesclin (3\*)  
(10 %)

**Marseille**  
Librairie Lire (10 %)  
Rue Sainte (1\*\*)

**Metz**  
Librairie Géronimo  
Rue du Pont des Morts  
(10 %)

**Montluçon**  
Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

**Nice**  
Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)

**Nantes**  
Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine

**Orléans**  
Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)

**Quimper**  
Calligrammes  
23 rue du Sallé (10 %)

**Perpignan**  
Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)

**Reims**  
Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINÉMAS

**Paris**  
Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5\*)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21 rue de la Clef (5\*)  
Tarif étud.  
Seine Cinéma  
8 rue Frédéric Sauton (5\*)

**Châtelet-Victoria**  
19 avenue Victoria 1\*\*

**Lyon**  
Cinématographe  
44 cours Suchet (2\*)  
Tarif collect.  
(5 tickets : 40 F).

**Le Canut**  
32 rue Leynaud (1\*\*)  
(tarif. étud.)

## INTERNATIONAL

# LA GUERRE CIVILE FAIT RAGE AU NICARAGUA

L'appel à la lutte armée du mouvement sandiniste a été repris par les jeunes dans les principales villes du pays. Somoza, le dictateur du Nicaragua a affirmé que ses troupes avaient repris les villes de Leon et Masaya, mais les témoignages en provenance de ces villes indiquaient que les combats s'y poursuivaient, la ville de Chinédenga a été à son tour prise par les insurgés.

Au cours d'une conférence de presse, Somoza a annoncé que «les derniers foyers de résistance seraient bientôt écrasés». Tous les témoignages confirment que les opérations armées ne sont pas le fait

d'unités de guérilla : depuis le 9 septembre une offensive généralisée a été lancée à l'appel du Front sandiniste. C'est alors que les combats ont embrasé les principales villes, les rangs de la guérilla se sont renforcés, par l'apport de milliers de jeunes gens. Les casernes de Leon et de Masaya étaient prises d'assaut ; des colonnes blindées et des avions sont intervenus pour enrayer l'attaque. Plus de mille personnes ont été ainsi assassinées. L'objectif des soldats de Somoza est d'attaquer la population pour l'intimider et pour qu'elle ne suive plus les mots d'ordre du Front sandiniste.

### LE SALE AMÉRICAIN

Le département d'Etat a déclaré que les Etats-Unis ne souhaitent pas la démission de Somoza. Cet appui puissant de Washington est relayé par certaines forces d'Amérique Latine : 300 soldats du Guatemala et de San Salvador sont arrivés dans le pays prêter main forte aux gorilles de Somoza.

Cependant s'échafaudent certaines combinaisons politiques : le gouvernement de Costa Rica a offert l'asile politique au dictateur afin qu'il laisse la place à d'autres. Washing-

ton appuierait son remplacement par l'un de ses cousins. Le Front sandiniste a fait savoir qu'il rejetait toute solution de ce type. Il a par contre annoncé qu'il accepterait, pour succéder à Somoza, «un gouvernement provisoire composé de personnalités du groupe des douze, mouvement formé d'hommes politiques, d'économistes et d'industriels récemment rentrés d'exil». L'un des membres de ce groupe a déclaré à la télévision du Costa Rica qu'il était partisan de former un gouvernement provisoire rassemblant toutes les tendances opposées au régime de Somoza, dont le Front sandiniste.

## Gromyko va-t-en guerre en Asie

Il faut «opposer une riposte particulièrement foudroyante aux intrigues des forces hostiles à la paix universelle et à la sécurité en Asie» a déclaré Gromyko après avoir qualifié de «bellicistes» la politique de la République Populaire de Chine. Cette diatribe était adressée au ministre indien des Affaires étrangères en visite à Moscou. Gromyko l'invitait, ainsi que «tous les Etats du continent asiatique pour qu'ils conjuguent leurs efforts en vue de garantir la paix en Asie». Ces propos agressifs sont une remise en selle du projet de pacte de sécurité collective en Asie que l'URSS tente de mettre sur pied depuis 1970 contre la Chine. Ils cachent les intrigues bien réelles que mène l'URSS en attisant les conflits en Indochine.

Le ministre indien des Affaires étrangères lui a rétorqué que l'Inde, «en s'inspirant des principes internationaux de l'égalité, de la non ingérence et du respect réciproque», aspirait à l'installation d'une atmosphère de confiance et de bon voisinage entre les pays d'Asie du Sud.

## Guingaud en Indonésie : livraisons d'armes

Le voyage de Guingaud en Indonésie s'est soldé par une importante commande d'armes : un escadron de chasseurs bombardiers, des équipements pour l'armée de terre et la marine et la création éventuelle d'une usine d'armes automatiques. La destination de ces équipements est évidente : l'effort de guerre de l'Indonésie contre Timor Oriental que celle-ci veut annexer. Jugeant sa «visite satisfaisante à tous égards», Guingaud a annoncé que le gouvernement français ne mettrait pas le gouvernement indonésien dans l'embarras lorsque la question de Timor serait abordée.

## Assassinat de Kennedy : nouvel épisode

L'enquête sur l'assassinat de Kennedy vient de connaître une nouvelle péripétie, d'où il ressort que la plus vraisemblable des hypothèses est qu'il y eut deux et non un seul tireur. Celle-ci n'est pas nouvelle, mais elle est gênante car elle suppose un complot et non plus l'acte d'un fou. Lee Oswald aurait-il d'ailleurs agi seul que l'hypothèse d'un acte d'individu isolé est déjà peu recevable. Mais la justice américaine préfère ne

pas trop fouiller pour n'avoir pas à découvrir qui sont les instigateurs du meurtre et préfère se reposer sur la commode hypothèse que ce fut un geste de démence. L'occasion de ces discussions a été donnée par le vote de nouveaux crédits à la commission du congrès chargée de poursuivre l'enquête. Elle cessera ses travaux le 31 décembre. Cela n'explique cependant pas pourquoi le cadavre de Kennedy a de nouveau été exposé et disséqué à grands renforts de détails au cours des dernières semaines dans la presse et la télévision américaines. A moins qu'il ne s'agisse d'un retour en force de la famille Kennedy sur le devant de la scène. Ted Kennedy, le dernier des trois frères, avait été éclipsé au cours des dernières années. La semaine dernière, il se faisait recevoir par Brejnev pour discuter des relations soviéto-américaines. Il est candidat à l'investiture du parti démocrate aux prochaines élections présidentielles. Contre Carter. Le cadavre de John Kennedy n'est pas une carte de visite à négliger pour qui recherche son siège à la Maison Blanche.

## Sahara occidental : opération en territoire marocain

Le Front Polisario a annoncé qu'une opération a eu lieu dans la région de M'Sied au Sud-Maroc. Cette région est utilisée comme base pour les troupes opérant au Sahara occidental. Quarante-huit soldats marocains ont été tués et onze ont été faits prisonniers.

Par ailleurs, le quotidien national mauritanien Chaab consacrait lundi son éditorial à la paix. Il écrivait : «La paix ne peut s'obtenir du jour au lendemain mais il faut avoir la volonté de la réaliser. Cette volonté existe désormais dans notre pays. (...) La paix est désormais un mot ancré dans tous les esprits, et il est difficile de s'y opposer. C'est un pari sur l'intelligence des peuples de la région».

## Tchad : retrait des troupes libyennes

Le gouvernement tchadien a annoncé que les troupes libyennes qu'il accuse d'avoir participé au combat aux côtés du Frolinat ont commencé de se replier en direction de la frontière libyenne. La Libye et le Tchad sont opposés sur le tracé exact de la frontière entre les deux pays. La partie en litige occupée par la Libye contiendrait des gisements d'uranium.

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.



## PROGRAMME TÉLÉ

### Jeu 14-septembre

#### TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Partis politiques  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Allegra. Film TV.  
21 h 25 - L'événement  
22 h 30 - Ciné première  
23 h 00 - Journal et fin

#### A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Messieurs les jurés : L'affaire Lizant Marillet. Réflexions sur le racisme sur la base d'un fait divers.  
22 h 35 - Spécial coupe d'Europe  
22 h 45 - Journal et fin

#### FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Comité de liaison pour l'action locale et régionale. Débat sur la libération des ondes, les relations entre les moyens d'information et le développement de la décentralisation.  
19 h 10 - Le chevalier de cœur. Dessin animé.  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Don Angelo est mort. Avec Anthony Quinn. Film de gangsters.

## Vendredi 15 septembre

#### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Éric Tabarly et les autres. Reportage  
21 h 55 - Supplément au voyage de Bougainville. D'après Diderot. Pièce jouée par le Théâtre du Double.  
21 h 35 - Titre courant.  
23 h 25 - Journal et fin

#### A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Bergeval et fils. Feuilleton.  
21 h 30 - Apostrophes : François Mitterrand  
22 h 40 - Courrier du cœur. De Federico Fellini (1952). Comédie satirique. Ce film marque le véritable départ de la carrière de Fellini.  
00 h 05 - Fin

#### FR 3

18 h 55 - Tribune libre : la CIMADE. Organisme d'accueil aux réfugiés politiques.  
19 h 10 - Le chevalier de cœur. Dessin animé.  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Les cambriolages de l'été.  
21 h 30 - Comment Yukong déplaça les montagnes. N° 3 : Impressions d'une ville, Shanghai.  
22 h 25 - Journal et fin

## Espéridou

# L'INTÉGRISTE FABRE ENFIN DEVANT LES ASSISES ?

Depuis deux ans, les parents d'Isabelle Le Menach se battent pour que justice soit faite sur la mort de leur fille, morte suspecte survenue dans un institut pour enfants inadaptés de la région de Montpellier, l'Espéridou. En compagnie de Charles-François Guerrin, qui vient d'écrire un livre sur l'affaire (1), ils ont tenu mercredi une conférence de presse. Par ailleurs, la chambre d'accusation de la cour d'Appel de Montpellier doit statuer sur le fond de l'affaire le 26 septembre, et décider si le responsable de l'Espéridou, le père Fabre, doit être ou non déferé devant les Assises.

C'est en 1976 que le scandale a éclaté. Jusqu'alors, le centre de l'Espéridou semblait avoir bonne

réputation. En fait, toutes les plaintes, toutes les critiques, tous les rapports (y compris un rapport accablant du ministère de la Santé, réalisé en 1972 et aussitôt enterré) étaient dissimulés par le directeur de l'établissement, un prêtre intégriste sans aucune compétence médicale. Parce qu'elle n'était pas « sage » pendant la messe quotidienne, une petite mongolienne de 13 ans, Isabelle Le Menach, est enfermée dans un cachot, enchaînée au mur. Elle mourra étranglée dans sa camisole de force. Grâce à l'action des parents, qui n'acceptent pas les explications fournies, une information judiciaire est enfin ouverte. Inculpé, le père Fabre est emprisonné le 25 juin 1976. Agé de 65 ans, il est relâché au bout

de cinq mois « au motif de son grand âge ». S'il ne parvient pas à reprendre la direction de l'Espéridou, qui a été confiée à une vraie équipe médicale, il n'en reste pas moins au conseil d'administration.

Responsable de la mort d'Isabelle, ce curé continue à s'enrichir et à diriger de facto le centre, deux ans après le drame.

C'est ce scandale flagrant qui motive l'action

des parents d'Isabelle et de tous ceux qui les soutiennent. Mais pour un scandale mis à jour, combien d'autres ? Combien d'Espéridou ? Combien de centres où sous couvert de bonnes œuvres, et sans aucune compétence médicales, prospèrent des pères Fabre ?

(1) : Morte pour une messe à l'Espéridou. Editions A. Lefèvre.

## A voir et à revoir

Sur FR 3 :

Vendredi 15 septembre à 21 h 30  
Dimanche 17 septembre à 16 h 50

Dans la série de films : « Comment Yukong déplaça les montagnes » réalisés en Chine par Joris Ivens et Marceline Loridan, c'est une promenade dans une très grande ville chinoise qui nous est proposée avec : « Impression d'une ville : Shanghai ».

Après « Une femme, une famille », c'est dans Shanghai que nous entraîne la caméra de Joris Ivens et Marceline Loridan.

Au cours de cette promenade, nous verrons, entre autres choses, comment les Chinois s'attachent à résoudre les problèmes de circulation.

## Deux formules d'abonnement couplé :

### Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

### Front Rouge - Proletariat

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

# imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

8<sup>e</sup> épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée  
par les travailleurs eux-mêmes

Naturellement, tout ceci n'étaient nullement vrai, cela permettait à ce que Allais en touche un mot au flic Buisson de façon à ce que celui-ci se pose des questions, fasse faire des enquêtes du côté de ses « ouvriers », histoire qu'il y ait un peu de zizanie de créer par la suspicion entre les flics. On ne vous dira pas si cela a marché effectivement du fait du peu de relations qu'on a dans ces milieux-là.

Quoiqu'il en soit, nous toucherons nos 150.000 F, à la suite d'ailleurs de séances houleuses au tribunal et nous sommes persuadés que nos différents passages au Palais de Justice de Rouen furent des plus remarquables et qu'ils s'en souviendront pendant fort longtemps. Combien de fois nous avait-on menacé de faire évacuer la salle car nombreux étaient les copains qui voulaient s'exercer aux plaidoiries en interrompant les défenseurs de nos patrons. Bref, devant ce nouvel échec de Allais face aux ouvriers de la « Rouennaise », il invoquera des raisons de santé pour se défaire de ses ambitions.

Dès lors, devant tous ces échecs que connurent les différents patrons face à notre détermination, devant ce développement de la conscience de classe parmi les travailleurs, nous devenions dans les faits de mauvais exemples aux yeux de la bourgeoisie locale. Dans les boîtes, on nous suivait de plus en plus attentivement, nous étions les rouges car pour certains l'IMRO apparaissait comme étant un repaire soviétique.

C'était clair, nous étions les empêcheurs d'imprimer en rond.

## LE BRADAGE

Comme dans toutes les entreprises, juillet et août sont des mois difficiles à passer. Bien souvent, les mauvais coups arrivent en été... Dans notre situation, c'est-à-dire une imprimerie où on imprime presque plus, les revues disparaissent peu à peu. Depuis plusieurs mois, nous savions ce qu'il allait advenir de la « Rouennaise ».

Depuis octobre 1974, nos salaires étaient payés par les banques, les horaires ramenés de 47 heures à 40 dans les services où nous travaillions à la journée tandis que les équipes tombaient de 40 à 30 heures. A la suite d'une lutte, nous avions obtenu un accord garantissant le maintien de nos ressources qui étaient compensées. Cela arrangeait nombre d'entre nous car nous perdions une somme assez minime au bénéfice d'une plus grande disponibilité du temps pour nous.

Avoir un contrôle sur la fuite des travaux était des plus difficiles car que faire dans des ateliers où la moitié de l'effectif se trouve en vacances ? Ce que nous ferons, ce sera tout d'abord de noter les coordonnées de tous les copains en congés afin de parer à toutes les situations devant lesquelles nous ne tarderons pas à être confrontés. Puis, ce sera une première étape de la popularisation de notre situation en participant au rassemblement de la Tour Eiffel, le 10 juillet 1975. Cette initiative, réalisée conjointement par la C.G.T. et la C.F.D.T. réunira des centaines d'entreprises qui majoritairement, luttent pour l'emploi. Dès lors, nous comprenions que notre lutte future serait longue. Tout le long de cette journée, nous prendrons contact avec des travailleurs des autres usines et nous rencontrerons une nouvelle fois

nos camarades du Parisien Libéré. Quelques jours plus tard, nous participerons à une rencontre entre différentes entreprises à Caen, chez les camarades de Caron-Ozanne.

Notre syndic, Desfontaines, aura de nombreuses difficultés à se faire obéir et à démanteler malgré tout l'imprimerie. Seul, il y peinait, et le 4 août 1975, il aura une aide précieuse en la personne de Maître Ricouard, conseiller général républicain indépendant. Avec l'arrivée de ce second administrateur provisoire, le sabotage de la boîte s'accéléra jour après jour, un peu comme si on mettait en œuvre un plan minutieusement conçu et préparé à l'avance. Quand nous demandions pourquoi des clients qui avaient fait imprimer leurs revues dans le dernier trimestre de l'année 74, n'avaient pas encore réglé les factures, on nous répondait qu'il fallait savoir s'entendre avec les clients car les temps étaient difficiles. Quand on interrogeait les cadres sur leurs positions face au sabotage de la boîte, ils répondaient : « Que voulez-vous qu'on y fasse ? ». En comité d'entreprise, nos chefs se contentaient de marquer les points, comme s'ils assistaient à une partie de tennis entre les ouvriers et les administrateurs. Par la suite, on verra ces mêmes cadres s'exercer au travail manuel en pesant des pages de textes afin de préparer la vente de ces pages de plomb au kilo. Enfin, nous nous apercevrons que les travaux qui auraient pu être imprimés à l'IMRO étaient réalisés à l'extérieur de l'entreprise alors que l'ensemble du personnel se trouvait sans travail et passait son temps à entretenir les machines, entretien qui nous servira par la suite.

A suivre



## LA RENTREE A LA UNE

Un événement traditionnel, mais qui reste malgré tout un événement : la rentrée des classes. Jeudi, quelque 850 000 enseignants ou personnel des écoles sont rentrés, pour accueillir le lendemain près de 13 millions de jeunes, un Français sur quatre. Et comme ces millions d'enfants ont des parents, c'est la France entière qui est concernée.

La presse de ce jeudi consacre une large place au jour J. *Libération* y consacre même sa «une», sous le titre *La rentrée des profs*, et en page intérieure, *Libération* se penche sur les réactions des profs : «des angoisses, toujours des angoisses». *Le Matin* traite de la rentrée sous deux angles : les accidents qui guettent les enfants sur le chemin de

l'école (une campagne de sécurité est prévue à cet effet dans le Val d'Oise), et la pré-pré-rentrée du secrétaire de la FEN, André Henry. Celui-ci se déclare «inquiet et incertain». *L'Humanité* traite de la question à sa manière : «Les enseignants sont-ils privilégiés ?» Huit enseignants, dont 6 membres du PCF, répondent au cours d'une table ronde. La réponse est non, au contraire...

*Le Figaro*, sous sa rubrique «spécial rentrée», se veut pratique : il donne des conseils pour les dernières inscriptions, et précise même les dates des vacances : les prochaines auront lieu du 27 octobre au 2 novembre.

*Rouge*, enfin, consacre près d'un tiers de son journal au «dossier de la rentrée scolaire».

## IRAN :

# GREVE GENERALE DANS TOUT LE PAYS

Alors que la loi martiale sévit dans tout l'Iran et se solde par des centaines d'arrestations (journalistes, avocats, personnalités religieuses) la résistance du peuple se renforce comme en témoigne l'appel à la grève générale lancé pour ce jeudi 14 septembre par Khomeiny depuis la ville de Nadjaf en Irak. Cette journée qui sera également une journée de deuil national est appelée également par le Front national. L'Ayatollah Khomeiny a notamment déclaré : «Dans ses derniers sur-

sauts le Shah veut transformer l'Iran en cimetière en même temps que ses agents essayent par des mises en scène absurdes au Parlement de faire porter la responsabilité des massacres aux exécutants des ordres du criminel principal». Tandis que le Shah massacre il ose parler de démocratie en instaurant des mesures dérisoires telles que la retransmission en direct à la radio des débats parlementaires. Même cette maigre concession risque d'être remise en cause car elle a

permis à deux députés de l'opposition de faire entendre leurs voix et de critiquer sévèrement le régime. Le premier : M. Pezeshkpour a notamment déclaré : «Le gouvernement despotique, le système totalitaire ont privé l'appareil législatif et judiciaire de son indépendance, détruit la liberté et imposé la répression». L'autre député de l'opposition a demandé que les responsables des morts de vendredi dernier soient traduits en justice «pour leur horrible crime». A la fin de ce discours les

7 députés de l'opposition que compte le Parlement se sont levés et ont observé une minute de silence à la mémoire des milliers de victimes de la répression, tandis que les 268 députés fidèles au Shah restaient assis. D'autre part on est toujours sans nouvelles de l'Iran Moussa Sadr, chef de la communauté chiite libanaise qui a disparu depuis plusieurs jours et dont les sympathies pour Khomeiny sont connues.

F. R.

## MARCHAIS CHEZ BOULIN

Conformément à sa demande, Marchais a été reçu par le ministre du Travail mercredi en fin d'après-midi, accompagné d'une délégation du PCF. La délégation a présenté les propositions du PCF contre le chômage. Boulin s'est déclaré «philosophiquement d'accord» avec Marchais.

A l'issue de l'entrevue, qui a duré près de deux heures, Marchais a fait une déclaration, mettant en doute la volonté de concertation du gouvernement. «On parle. On nous écoute, mais la politique du gouvernement reste orientée vers les intérêts des grandes firmes multinationales». Il a affirmé que l'espoir «repose surtout sur le développement des luttes des travailleurs». Au passage, il a attaqué les propositions du parti socialiste sur la réduction de la semaine de travail à 35 heures.

## ELECTIONS (PARIS 14<sup>e</sup>) LE PCF SE MET AU VERT

Dans l'élection partielle du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, la concurrence est vive entre PCF et PS, qui se tenaient de très près au premier tour de mars dernier, avec un léger avantage pour le PS. Le PCF ne semble pas s'embarasser de scrupules pour combler son retard.

Un candidat «écologiste» donc susceptible de prendre des voix au PS, Jean-Marie Béziat, se présente dans la circonscription ; or, on apprend que celui-ci a été militant du PCF sur le 14<sup>e</sup> arrondissement, et qu'aujourd'hui, il serait toujours membre du PCF. Rolande Perlican, la candidate PCF, interrogée sur ce point, a répondu de façon embarrassée qu'il n'y avait «pas de contradiction entre être écologiste et communiste».

Henri Fabre-Luce et Brice Lalonde, candidats écologistes sur le 14<sup>e</sup> arrondissement, ont vivement protesté et envoyé une lettre à Fiszbin, secrétaire de la fédération du PCF de Paris, ainsi qu'à Marchais. Ils y dénoncent «la candidature du pseudo-écologiste» et déclarent refuser que quiconque s'empare du terme d'écologie «à des fins partisanes». Si cette candidature était maintenue, «nous appellerons, disent-ils, les associations écologistes à suspendre toute relation avec le parti communiste».

## SAKHAROV INTERVIEWE PAR LE MATIN

Dans une interview accordée au *Matin*, Andreï Sakharov, prix Nobel de la paix, a livré des réflexions sur la situation actuelle des dissidents en URSS et sur les perspectives du mouvement. S'exprimant sur le bilan des activités des droits de l'homme en URSS, il a déclaré : «Avant l'arrestation d'Orlov, il y a un an et demi, le groupe Helsinki de Moscou avait publié 20 documents. Depuis, 60 autres sont sortis, dont un très important sur la situation ouvrière dans notre pays, sur le système d'assurances maladies et de retraites». Il a également critiqué la position de Giscard, qui trouvait que Carter ne faisait pas assez preuve de réalisme politique par ses critiques jugées trop ouvertes dans le non-respect des droits de l'homme en URSS.

Se prononçant sur le boycott des jeux olympiques de Moscou en 1980, lancé par les dissidents, Sakharov s'est montré plus favorable à l'«adoption» de prisonniers politiques par chaque délégation sportive de 10 athlètes. Dans sa conclusion, il s'est montré confiant dans les résultats obtenus par la dissidence en déclarant : «Il y a 10 ans, notre situation n'était pas meilleure, mais l'opinion publique internationale ne réagissait pas. Aujourd'hui, cela a changé».

# LE PROCES DES SYNDICALISTES TUNISIENS

## Interview de deux ouvriers de la Société Tunisienne d'Industrie Automobile qui ont participé à la grève générale du 26 janvier

● C'est ce vendredi que va s'ouvrir le procès du secrétaire général de l'UGTT Habib Achour, qui sera jugé avec les responsables de la direction de l'ancienne UGTT, par la cour de Sûreté de l'Etat, pour leur participation à la grève générale du 26 janvier. Malgré l'épuration faite par le Parti destourien dans le syndicat, plusieurs démissions viennent d'avoir lieu parmi les responsables désignés par le pouvoir. Les syndicalistes qui seront jugés à Tunis témoigneront certainement des tortures qu'ils ont subies pendant leur détention. Déjà lors du procès de Sousse en août dernier tous les accusés avaient déclaré avoir été torturés. L'un d'entre eux travaillait à l'usine STIA de Sousse. Nous avons interviewé deux de ses camarades.

Cette usine qui est une des plus importantes de la ville de Sousse (elle compte 1 500 travailleurs) est une usine de montage automobile : on y assemble les pièces pour des autocars allemands, des camionnettes et des voitures de tourisme Peugeot et Renault.

QdP — En quoi consiste votre travail dans l'usine, quel est votre salaire ?

A. et B. — Nous sommes tous les deux des OS qui travaillons sur la chaîne de montage des autocars ; notre salaire est de 50 dinars par mois (500 F). C'est le SMIC tunisien, ce qui nous suffit à peine pour vivre et nous oblige à habiter avec notre famille.

QdP — Comment s'est déroulée la grève du 26 janvier à la STIA ? Quel a été votre rôle dans la grève ?

A — Le matin du 26, nous avons été prévenus par les délégués de l'UGTT qu'une grève avait été décidée pour le jour même ; nous nous sommes rendus comme d'habitude à l'usine et là, tous les ouvriers qui refusaient de rentrer étaient massés devant les portes. Puis le directeur et les BOP (Brigades d'Ordre Public = CRS) sont arrivés, utilisant toutes les méthodes pour nous faire rentrer : le directeur tantôt nous suppliait de rentrer pour le maintien de la production, tantôt nous me-

naçait d'utiliser la force. Il y eut des blessés. A 8 h, tout le monde était dans l'usine et le travail commençait. Je suis alors allé trouver un délégué syndical, puis tous les délégués sont passés dans les ateliers et c'est ainsi que la grève fut déclenchée. A 10 h, tout le monde avait cessé le travail et personne ne reprit avant le lendemain matin.

QdP — La répression contre les ouvriers de la STIA a-t-elle été forte ?

A — De nombreux ouvriers ont été emprisonnés. L'un d'entre eux, Kacem Bel Haj Ahmed, est toujours en prison, il est parmi les cent un accusés du procès de Sousse, il a été torturé comme il en a témoigné lors du procès. Moi-même, j'ai échappé de peu à l'arrestation.

B — En tant que participants actifs à la grève du 26 janvier, tout espoir de grimper des échelons est terminé. Certains camarades se sont vus redescendre de trois échelons après la grève, d'où diminution de leur salaire. Non seulement toute promotion nous est interdite mais nous subissons chaque jour les brimades de la maîtrise. Il en est ainsi pour tous les ouvriers qui sont combattifs ; nous sommes surveillés, épiés. Toute action est rendue difficile.

A — Les agents du PSD

(Parti Socialiste Destourien\*) sont partout et surveillent toutes les conversations. Tout rassemblement de plus de trois personnes est suspect. Dans les usines, dans la rue, dans les universités,

QdP — Dans ces conditions, quelle peut être votre action syndicale, comment continuez-vous la lutte ?

A — L'UGTT a été totalement reprise en mains sur notre usine. Le responsable syndical est un membre du PSD qui refuse de prendre en compte nos revendications, il est payé pour étouffer toute révolte. Mais dans l'ensemble, ils n'ont pas pu épurer tout le syndicat, de nombreux responsables de sections d'entreprises sont restés en place et tentent clandestinement de refaire le chemin perdu. A la STIA, le travail ne peut se faire que clandestinement.

QdP — Peut-on donner un bilan approximatif de la répression ?

— Le bilan officiel du 26 est de 40 morts, d'après

nos estimations, il serait en réalité de 800 morts, pour la plupart tués à Tunis, où la police a fait le plus de victimes. Ici à Sousse, des ouvriers de la STIA ont été blessés. Enormément d'ouvriers sont restés en prison plusieurs mois ou ont été renvoyés de l'usine.

QdP — Comment voyez-vous la situation générale pour les travailleurs, sept mois après la reprise en main par le pouvoir de l'UGTT ?

A — Les travailleurs ont subi une lourde défaite après le 26 janvier, même si le découragement est grand, nous continuons la lutte clandestinement. Nous sommes dans une période où nous réaccumulons des forces, où nous rassemblons tous ceux qui ont échappé à la répression et sont prêts à continuer. Nous n'avons pas l'intention de créer un nouveau syndicat en repartant à zéro, mais sur les bases de l'ancienne UGTT nous ferons du travail dans ce syndicat.

Frank ROUSSEL

## Camp David : toujours rien

A neuf jours du début de ce sommet, on en est toujours au même point. Les discussions tripartites n'ont plus lieu depuis jeudi dernier, et c'est Carter qui fait la navette entre les deux délégations (égyptienne et israélienne). Les efforts déployés par le président des Etats-Unis ne visent même plus à un règlement mais tentent d'éviter un fiasco complet. Les tentatives pour associer d'autres pays arabes aux «négociations» continuent si l'on en croit les conversations téléphoniques qui se sont tenues entre Sadate et Hussein de Jordanie. Carter aura bien du mal à ne pas perdre la face, pour cela, même une déclaration formelle des participants favorable à la poursuite des négociations semble un trop maigre résultat. Le sommet de Camp David tire à sa fin, chacun restant sur ses positions, les résultats ne peuvent surprendre personne, tout le bruit fait autour de l'événement n'a pu empêcher l'échec du règlement séparé du Moyen Orient, excluant les principaux intéressés : le peuple palestinien.